

INPRECOR

Numéro 243 du 25 mai 1987 - 12 FF - 85 FB - 4 FS

Etat espagnol :

Vers
la grève générale ?



Afrique du sud
Quel rôle pour le Parti communiste ?

SOMMAIRE DU NUMERO 243 DU 25 MAI 1987

3	ETAT ESPAGNOL	L'état de grâce est fini pour Felipe Gonzalez; Commission syndicale de la LCR	DOCUMENT
9	ETATS-UNIS	Le déclin de la Maison Reagan	James PETRAS
13	AFRIQUE DU SUD	Quel rôle pour le Parti communiste ?	Peter BLUMER
20	MOYEN-ORIENT	Yasser Arafat à l'heure du bilan	Salah JABER
24	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		

AFRIQUE DU SUD : Poussée électorale de l'extrême droite ;
NICARAGUA : Ernesto Cardenal honoré ; SUISSE : Congrès du PSO/SAP/PSL

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IVe Internationale.

ABONNEMENT 25 NUMEROS PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France
Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179/90.
Virements postaux à "PEC", compte chèque postal numéro 2.322.42 T Paris.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros, pour tous pays, 250 FF.
Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 280 FF.
Afrique et Amériques : 300 FF. Asie : 360 FF.
Pli fermé : France : 375 FF. Tous les autres pays (par voie de surface) : 400 FF. Pli fermé par avion : écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

Nom - Prénom _____
Numéro et Rue _____
Commune _____
Code Postal _____ Pays _____
Réabonnement Abonnement

L'état de grâce est fini pour Felipe Gonzalez



Le gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez se trouve confronté à une vague de mobilisations sociales sans précédent depuis sa venue au pouvoir en 1982. Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) qui s'était fait un point d'honneur à ne céder sur aucune revendication ouvrière doit faire face à une succession de grèves qui touchent à peu près tous les secteurs, public et privé.

Deux questions sont au centre des mouvements sociaux de ces deux derniers mois. D'une part les négociations salariales, d'autre part la lutte contre les licenciements entraînés par la reconversion industrielle. La bataille contre ces licenciements est à l'origine de conflits très durs où les affrontements avec la police sont quotidiens comme dans les chantiers navals de Puerto-Real en Andalousie, dans les mines du Léon, à Hunosa dans les Asturies, à Reinosa en Cantabrique où un militant des Commissions ouvrières a trouvé la mort le 6 mai dernier après une "expédition punitive" de la Garde civile (voir page 5). Dans ce contexte, l'Union générale des travailleurs (UGT), la centrale syndicale socialiste que dirige Nicolas Redondo est en position difficile. Les pertes qu'elle a subies dans les secteurs im-

portants de la classe ouvrière lors des élections syndicales de novembre dernier (Cf. *Inprecor* numéro 236 du 17 février 1987) ont constitué un avertissement expliquant pour beaucoup la prise de distance qu'elle affiche vis-à-vis des mesures les plus ouvertement anti-ouvrières du gouvernement.

Pour leur part, les Commissions ouvrières liées au Parti communiste espagnol (PCE), préparent leur prochain congrès dans une situation délicate pour la direction de cette centrale et particulièrement pour le secrétaire général, Marcelino Camacho. En effet, la direction confédérale a été mise en minorité en mars dernier au sein du propre Conseil confédéral sur une question de première importance : l'appel à la grève générale en réponse à la multiplication des attaques gouvernementales. Ce résultat est le produit de l'éclatement du Parti communiste mais aussi des divergences au sein même du PCE sur cette question.

L'article qui suit est élaboré à partir d'un rapport effectué par la Commission syndicale de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) section de la IVe Internationale dans l'Etat espagnol. ■

DOCUMENT

La victoire du gouvernement socialiste lors du référendum sur l'OTAN en mars 1986 et des élections législatives de juin 1986, la faible activité de la classe ouvrière qui depuis la grève générale du 20 juin 1985 n'avait mené aucune lutte d'ampleur, ajoutées aux exigences du patronat, ont amené le gouvernement de Felipe Gonzalez à un approfondissement de la politique d'austérité. Cette aggravation s'est notamment traduite dans les négociations collectives où le gouvernement entend désormais lier les augmentations de salaires à la productivité et à l'acceptation d'une modification des conditions de travail. De même, la part patronale des versements à la sécurité sociale a de nouveau été réduite alors que les attaques contre le salaire indirect des travailleurs se sont multipliées. Enfin, la politique de "flexibilisation" du marché du travail suit son cours et une seconde vague de reconversions industrielles est en marche.

LE PROJET DU GOUVERNEMENT

Cette aggravation de l'austérité s'est accompagnée au plan syndical d'un projet visant à mettre sur pieds un syndicalisme de conciliation afin de pouvoir imposer plus facilement une solution capitaliste à la crise. Sur ce terrain également, il

s'agissait d'un tournant du gouvernement socialiste. En effet, comme tout gouvernement social-démocrate, le gouvernement du PSOE a utilisé ses liens avec la classe ouvrière pour imposer des mesures réactionnaires. Avec les élections syndicales de novembre dernier, le gouvernement comme l'UGT ont essayé de franchir un saut qualitatif en ce sens pour parvenir à une hégémonie de l'UGT dans le monde du travail et consolider ainsi un syndicalisme de conciliation, se prêtant aux pactes sociaux, et se basant sur la représentation obtenue dans les élections syndicales et non sur la participation des travailleurs aux sections syndicales. Ce projet impliquait de remettre aux lendemains d'élections la signature du pacte social. Car même si l'UGT se présente comme le chantre de la politique de concertation, les fruits de cette dernière, en terme de chômage, de perte de pouvoir d'achat, d'extension de l'emploi précaire, auraient pu paraître inacceptables à bien des travailleurs. Le patronat exigeait un nouveau resserrement de la politique d'austérité.

Mais le résultat des élections a fait échouer ce projet, car si l'UGT a obtenu plus de délégués que les Commissions ouvrières, elle est perdante dans les entreprises de plus de 50 travailleurs, dans les secteurs clés de l'économie et en général, là le mouvement ouvrier est bien organisé. Les élections qui devaient permettre le

renforcement de l'UGT comme instrument privilégié du gouvernement pour imposer sa politique réactionnaire, ont finalement consacré sa défaite. Du même coup, elles sont apparues comme un élément de première importance pour que le mouvement ouvrier reprenne moralement confiance en soi.

En conséquence, le projet du gouvernement visant à imposer un syndicalisme de conciliation et à obtenir un pacte social a échoué pour le moment. Si nous ajoutons à cela un mécontentement social grandissant dans l'ensemble des couches sociales qui s'est traduit dans les mobilisations de la jeunesse, celle des ouvriers agricoles, des petits paysans et celles du mouvement ouvrier lui-même, on peut tirer la conclusion suivante : bien que le gouvernement n'ait pas renoncé aux objectifs qu'il s'est fixés, il est obligé d'adapter ses projets à la réalité sociale du moment en procédant à une reconversion industrielle qui ne heurte pas de front le mouvement ouvrier mais qui soit introduite graduellement, en retardant les dispositions légales sur la flexibilité du marché du travail etc.

Un an après la victoire du gouvernement dans le referendum contre l'OTAN, le mouvement de masse est en pleine activité.

La jeunesse a fait irruption sur la scène politique, devenant par là-même un protagoniste de première importance et, une sé-

rie de secteurs sociaux les plus divers se mobilisent ouvertement contre la politique du gouvernement - petits commerçants contre les horaires libres, paysans contre la politique agricole et les effets de l'intégration de l'Espagne à la CEE, secteurs de la santé contre la politique suivie dans ce domaine social - et le mouvement ouvrier fait preuve d'un degré de combativité qui contraste radicalement avec l'attentisme de ces dernières années.

UN PROFOND MALAISE SOCIAL

Ce malaise social généralisé a plusieurs raisons. Il faut chercher sa cause première dans des effets cumulés de la politique d'austérité développée par le gouvernement socialiste ces dernières années.

Ensuite il est important de souligner qu'objectivement, la situation des travailleurs s'est améliorée en 1986. D'un côté, même si la part des salaires dans le Produit intérieur brut (PIB) a continué de baisser, pour l'immense majorité des travailleurs, la perte de pouvoir d'achat a été infime ou nulle. D'un autre côté, l'emploi s'est accru. Durant les 18 mois qui viennent de s'écouler, 543 000 postes de travail (en chiffres nets) ont été créés et, à l'heure actuelle, il y a plus de salariés occupant un emploi qu'il n'y en avait quand le PSOE est arrivé au gouvernement. Conséquence de ces deux éléments, la consommation des ménages salariés a elle aussi augmenté.

Mais ces différents facteurs, auxquels il faudrait en ajouter certains autres, bien loin de renforcer la crédibilité d'une politique d'austérité comme voudrait le faire croire le gouvernement a eu des effets inverses sur la conscience des travailleurs. Ces derniers se sont sentis dans des conditions plus favorables pour exprimer dans la mobilisation le malaise social né des effets cumulatifs de cette même politique

d'austérité.

En effet, l'augmentation de l'emploi salarié, la réduction du nombre de travailleurs touchés par les expédients dits de "régulation de l'emploi", la croissance économique de certains secteurs comme la construction, ont eu pour conséquence que les travailleurs jouissant d'un emploi - à l'exception de certains secteurs touchés par la reconversion industrielle - ont désormais moins peur de perdre leur emploi. Si auparavant, la chute de l'emploi était un facteur contribuant à réduire la combativité des travailleurs la peur de perdre leur emploi pesant sur la conscience, aujourd'hui, la création d'emplois joue exactement en sens inverse alors même que les raisons de manifester leur mécontentement sont nombreuses.

Premièrement, cette croissance de l'emploi ne signifie pas que le problème du chômage soit relativisé. Elle signifie simplement que subjectivement, la peur de perdre leur poste de travail chez les travailleurs a diminué. Mais le taux de chômage élevé et la façon dont il s'est accru sous le gouvernement socialiste explique que le chômage demeure l'une des premières causes du malaise social. En effet, si le nombre de salariés occupant un emploi s'est légèrement accru pendant la période socialiste, il n'en demeure pas moins qu'avec l'augmentation de la population active et la baisse de l'emploi non salarié, le nombre de chômeurs supplémentaires durant cette même période est de 700 000. Un total de trois millions de chômeurs demeure la dénonciation la plus éloquente de cette politique d'austérité pour les travailleurs, .

Deuxièmement, pendant la période socialiste la précarisation de l'emploi a considérablement progressée. Troisièmement, si l'on excepte 1986, la perte cumulée de pouvoir d'achat est énorme. Enfin,

l'austérité fait sentir ses effets de façon dramatique dans certains services sociaux. Dans le cas de la santé, la détérioration du service public est telle - même le matériel minimum pour opérer manque - qu'elle provoque des mobilisations généralisées à l'ensemble du secteur.

L'INTROUVABLE PACTE SOCIAL

Les négociations collectives en cours se déroulent sans qu'il n'existe de pacte social servant de point de référence. La perte de crédibilité de la politique de concertation que nous mentionnons plus haut ajoutée aux résultats des élections syndicales, a rendu impossible la signature d'un tel pacte social. Carlos Solchaga, le ministre de l'Economie et des finances qui poursuit une politique de stabilisation à outrance, en a appelé à la "responsabilité patronale" pour que les employeurs n'augmentent les salaires que de 5%, taux d'inflation officiellement prévu pour 1987. Il n'a pas hésité à jouer du chantage liant la baisse de la part patronale à la sécurité sociale au respect de cette limite tout en leur rendant extrêmement coûteuse toute velléité de dépasser ce taux en mettant en pratique une politique de restriction monétaire et en élevant les taux d'intérêts. Enjoignant au patronat de "ne pas céder au chantage" des organisations syndicales, il précisait que le "gouvernement ne tolérerait pas" des augmentations supérieures à 5%.

Cette politique salariale est appliquée le plus durement dans le secteur public. L'entreprise nationale de chemin de fer, Renfe, en est un bon exemple. La direction a proposé une hausse salariale de 5%, une convention collective pour trois ans, la mobilité des fonctions et la mobilité géographique, la polyvalence des postes de travail, la modification des normes de travail etc. En résumé tous les éléments fondamentaux contenus dans le projet du gouvernement socialiste.

Résultats de cette politique, les négociations collectives en cours sont fortement conflictives d'autant qu'elles sont généralement menées, du côté ouvrier, dans l'unité d'action par les Commissions et l'UGT. Comme nous le verrons plus loin la direction de cette dernière semble prendre ses distances avec le gouvernement. Mais bien des points négatifs dans l'attitude des directions syndicales sont à souligner comme à l'usine automobile SEAT où malgré des mobilisations ponctuelles - à la différence des années passées - il n'a été possible ni de déborder les directions syndicales ni d'empêcher que ces dernières signent un accord défavorable aux travailleurs. Même chose pour la signature par l'UGT de la convention générale de la métallurgie où l'immense majorité des travailleurs n'aura que 6% d'augmentation pour 1987.

Que sont devenues les promesses de Felipe Gonzalez ? (DR)



Reinosa, une ville en rebellion

Gonzalo Ruiz, ouvrier sidérurgiste à Reinosa (Cantabrique), militant des Commissions ouvrières, est mort le 6 mai "d'insuffisance respiratoire", victime de la revanche de la Garde civile, le jeudi 16 avril. Celle-ci ne pouvait laisser sans vengeance l'humiliation qu'elle avait subie un mois auparavant, le 12 mars, quand la population en colère avait désarmé et fait prisonniers les policiers.

A Reinosa, tout va mal depuis longtemps. En 1975, il y avait encore 2 700 postes de travail à l'entreprise sidérurgique Forjas y Aceros (FOARSA), maintenant il y en a un peu moins de 1 700. Toutes les entreprises de la région sont dans la même situation. Et chaque emploi directement supprimé entraîne la perte indirecte de trois autres. Depuis le début de la crise, cette zone a perdu près de 3 700 emplois. A Reinosa, il y avait fin 1986 1 700 chômeurs pour une population de 13 000 habitants. "On t'enlève le travail et tu restes sans rien.

ils disent qu'on ne peut rien obtenir par la violence, mais il arrive un moment où on n'en peut plus". Un nouveau plan de "viabilité" de l'entreprise est à l'oeuvre prévoyant la suppression de 400 emplois à FOARSA tribut de Reinosa à la "seconde reconversion industrielle". Le 11 mars, le président du conseil d'administration, Enrique Antolin, était arrivé à l'usine dans une ambiance très tendue.

"Voilà déjà un moment que le Président ne venait plus à l'usine. La consigne était de prévenir tous les ouvriers en actionnant les sirènes dès son arrivée. Le Comité (formé de syndicalistes, ndlr.) négociait avec le président. Quand ils sont sortis, ils se sont trouvés face-à-face avec les ouvriers de l'équipe, déjà très en colère".

Antolin et le Comité syndical s'enferment alors dans le "bunker", un édifice protégé de l'entreprise. Reinosa est une petite ville très traditionaliste, sans grand passé de lutte et pourtant, toute la ville se paralyse peu à peu. Les commerçants ferment les magasins, les gens affluent devant l'entreprise, beaucoup d'étudiants en grève sont là. La solidarité avec les travailleurs de FOARSA est spontanée, aucune organisation n'a lancée d'appel. "C'était bien sympathique. Rien à voir avec une séquestration. Les alentours du bunker étaient pleins de gens, des étudiants, des gens de la ville. La majorité d'entre eux n'avaient jamais vu une lutte ouvrière".

Au matin du 12, les communications téléphoniques sont coupées. Par qui ? Sans aucun doute par la Garde civile elle-même. C'est le prétexte officiel pour donner l'assaut au bunker à huit heures du matin. "La libération d'Antolin leur prit cinq minutes. Je crois qu'ils étaient comme drogués. Ils sont rentrés dans l'usine comme on voit dans les films américains, hurlant, tapant sur tout ce qui passait. Ils étaient armés jusqu'aux dents, avec d'énormes bâtons, essayant de créer la terreur chez les gens. On se battait dans toute l'usine. On s'est protégé avec les containers des poubelles. Les gens étaient enragés d'avoir vu la brutalité de la Garde civile. Beaucoup qui n'avaient rien à voir avec l'affaire avaient été roués de coups".

La Garde civile quitte alors l'usine, mais au lieu de rejoindre leur caserne une fois finis leurs "exploits" dans FOARSA, ils se répandent dans Reinosa tirant grenades lacrymogènes et balles

en caoutchouc, frappant sur tout ce qui bouge. Mal leur en prend. Pendant quatre heures, toute la population de Reinosa, commerçants, ouvriers, ménagères, va se battre au corps à corps avec les policiers. "Ce n'était pas une révolte des travailleurs, mais celle de tout le village. Par exemple, j'ai vu une dame qui devait avoir dans les quatre-vingts ans, elle prenait des pierres et les passait aux ouvriers. (...) Bien sûr, ils n'avaient plus de matériel anti-émeute, ils l'avaient utilisé en brisant les vitres, les lampadaires, les voitures, en tirant sur nous. Avec leurs matraques, ils n'osaient même pas s'approcher parce qu'ils auraient été jolis à voir en sortant. Ils n'ont pas compris où ils mettaient les pieds. Ils pensaient sans doute 'On en met encore un coup et hop, à la caserne' "

Mais les choses ne se passèrent pas comme ça et la population de Reinosa put apprécier ce charmant spectacle : la Garde civile hissant le drapeau blanc et demandant à se rendre !

"Evidemment, pendant qu'ils tiraient, tout leur semblait bien mais quand ils se sont rendus compte qu'ils s'étaient fourrés dans une impasse et qu'ils n'avaient plus de munitions, ils ont commencé à agiter des mouchoirs blancs en disant 'Ne tirez pas ! Ne tirez pas'. Bien sûr que les gens leur tiraient des pierres à ces salauds ! Tiens donc ! Quand ils ont des munitions ils te tirent dessus et quand ils n'en ont plus ils disent 'Ne tirez pas'. S'ils avaient tué quelqu'un en tirant, pas un seul s'en sortait".

Depuis, chacun savait que la Garde civile préparait sa revanche. Pendant près d'un mois, accrochages entre ouvriers et policiers vont se poursuivre jusqu'au 16 avril où, après avoir dispersé une manifestation, la Garde civile entreprend de " donner une leçon " à Reinosa.

Du curé à la police municipale en passant par les avocats, tous les témoignages concordent : la Garde civile, bande de soudards déchaînés, s'est livrée ce jour-là à une razzia en règle et à la destruction systématique sur son passage. "Ceux qu'ils trouvaient avec un mouchoir sur eux, ils les frappaient en hurlant qu'ils s'étaient servis du mouchoir pour se cacher le visage et leur lancer des pierres; (...) Les Gardes civils faisaient une haie sur deux rangées à l'entrée de la caserne et frappaient à tour de bras sur les personnes arrêtées qui devaient passer au milieu. On a vu des gens qui étaient roués de coups parce qu'ils baissaient les bras alors qu'ils étaient obligés de rester mains en l'air puis deux heures à l'intérieur de la caserne".

A l'extérieur, dans la ville, les scènes sont identiques : la Garde civile brise les vitres, les portes, envoyant gaz lacrymogènes et balles en caoutchouc à l'intérieur des maisons, dans les bars. L'agence de pompes funèbres est entièrement détruite. Touché par une grenade lacrymogène en plein visage, Gonzalo Ruiz s'était réfugié avec d'autres personnes dans un garage où les Gardes civils lancent plusieurs autres grenades après avoir cassé toutes les vitres. C'est de cette intoxication par les gaz qu'il mourra trois semaines après. ■



D'après Combate

Autre facteur de malaise social, la dite "seconde reconversion industrielle" qui est à l'origine des conflits les plus durs.

La première vague de reconversions industrielles, malgré ses conséquences dramatiques sur les travailleurs, était insuffisante pour les besoins du système et était programmée en fonction de la résistance ouvrière qu'elle pouvait susciter. Cette première tranche de reconversions n'a été menée pour le moment qu'à moitié, et si l'on a bien vu les licenciements de travailleurs, on attend toujours en contrepartie, les investissements qu'était censé faire le patron. Or, les conditions économiques de certains secteurs impliquent une seconde vague de reconversions industrielles.

LA RECONVERSION INDUSTRIELLE

Dans la sidérurgie, les excédents de capacité de production dominent la situation de ce secteur avec maintenant un facteur aggravant, l'entrée dans la CEE puisque toute l'Europe connaît une situation identique et que les quotas de production assignés à chacun des pays de la Communauté sont en passe d'être réduits. Dans la sidérurgie comme dans d'autres secteurs, on ne fait que commencer à payer la note de l'entrée dans la CEE.

Dans la construction navale, l'évolution de la demande n'a pas suivi les prévisions faites lors de la première reconversion. De plus l'excédent mondial dans ce secteur équivaut à sept fois la production annuelle du globe et avec l'apparition de pays très compétitifs en ce domaine, les estimations de la demande en direction des chantiers navals espagnols ne se sont pas concrétisées, loin s'en faut.

La sidérurgie et les chantiers navals étaient au coeur de la première vague de reconversion. Ces secteurs l'ont payé très cher en terme d'emploi, perdant respectivement 13 000 et 16 000 postes de travail. Mais malgré cette saignée, la crise n'est pas résolue. La situation économique de ces secteurs est insoutenable et les pressions de la CEE qui se réfère à l'accord d'adhésion signé par l'Espagne pour réduire les capacités de production, deviennent chaque fois plus pressantes.

Ces deux secteurs font donc partie avec les mines des objectifs prioritaires dans les démantèlements prévus par le gouvernement socialiste. Les rapports gouvernementaux précisent qu'il faudra supprimer environ 18 000 postes de travail, dans la sidérurgie, 12 000 dans les mines et environ autant dans les chantiers navals.

Avec cette seconde vague de reconversions, le gouvernement prévoit l'assainissement des entreprises publiques fortement déficitaires et l'extension de cette reconversion aux secteurs qui ne furent pas touchés par les premières mesures, comme ce-

Les Fonds de promotion de l'emploi (FPE)

Les Fonds de promotion de l'emploi (FPE) sont créés par le décret royal du 8 novembre 1984 et furent appliqués immédiatement pour la première fois dans la sidérurgie.

Depuis 1984, les différents fonds créés dans les secteurs touchés par la reconversion industrielle se nourrissent de chômeurs : 4 053 dans les aciéries, 13 758 dans les chantiers navals, 2 330 dans l'électroménager, 4 000 dans la sidérurgie.

Une partie de ces travailleurs, ceux qui sont âgés de plus de 55 ans, ne travailleront plus. Ils attendent simplement d'arriver à l'âge de la retraite (60 ans). Mais les autres, selon le décret, devaient se voir proposer un nouvel emploi dans un délai de trois ans, durée des FPE.

La réalité des FPE est apparue clairement quand fut rendu public le nombre de travailleurs actifs qui demeurent dans les FPE et quand le gouvernement a été obligé de promulguer un autre décret prolongeant de 18 mois la durée des FPE pour les travailleurs qui sont au bout de leurs trois années. Des 19 000 travailleurs qui furent touchés par les FPE, seulement 1 500 ont trouvé un emploi, environ 7 000 pouvant faire valoir leur droit à la retraite.

La propagande gouvernementale autour des FPE s'était axée sur deux points : le premier, celui de la proposition d'un nouvel emploi ; le second, celui de conditions financières plus avantageuses pour les intéressés que celles qui régissent le chômage classique, puisque dans les FPE le salarié reçoit pendant trois ans 80% de son salaire antérieur. Le nouvel emploi était une fable, tout le monde le savait parfaitement. Il ne pouvait exister aucun espoir de travail alors que la politique de reconversion en cours s'opère sans le minimum de réindustrialisation nécessaire. Les avantages financiers offerts par les FPE étaient réels, mais ils créaient un problème important de division entre les chômeurs, une discrimination consciente visant à créer un "chômage d'élite". Dans le même temps, ces avantages étaient présentés comme un mal mineur face au manque de crédibilité de ce nouvel emploi, pour faire passer plus aisément les licenciements.

Un troisième argument était avancé, présenté à cette époque comme une conquête importante et qui s'est avéré rapidement être un mensonge éhonté. Il s'agissait d'un possible retour dans l'entreprise d'origine une fois passées les trois années dans les FPE, puisque le contrat de travail n'est pas rompu mais simplement suspendu. Evidemment dans les faits, cette possibilité a été balayée d'un revers de main par les entreprises concernées : comment pouvait-on faire croire que ces travailleurs allaient être réembauchés alors que ces usines continuent de licencier ?

Le 6 mars dernier, le gouvernement a promulgué un autre décret modifiant sur trois points celui de novembre 1984.

Premièrement, il a prolongé de 18 mois, la durée initiale de trois ans pour tenter de dissimuler tant bien que mal l'échec de l'embauche et surtout pour éviter la confluence des travailleurs qui sont toujours dans les FPE avec ceux qui vont y entrer prochainement, provenant de la nouvelle vague de reconversion industrielle.

Deuxièmement, il réduit le coût des FPE. Pendant la période de prolongation de 18 mois, les 80% du salaire ne seront plus garantis. Désormais l'allocation des FPE sera respectivement de 70%, puis 60% et enfin 50% du salaire initial pendant chaque semestre.

Troisièmement, ce décret établit des mécanismes plus coercitifs afin de forcer les travailleurs à quitter d'eux-mêmes les FPE. Est considérée comme offre d'emploi à peu près n'importe quel poste de travail et surtout, quelle que soit sa situation géographique, c'est à dire dans n'importe quelle région de l'Etat espagnol alors que le décret initial prévoyait que l'emploi offert devait se situer dans un rayon de 25 kms à partir de la résidence de l'intéressé et qu'il devait être acceptable pour les travailleurs. De même, il est souligné explicitement que les travailleurs qui refuseront les offres d'emploi considérées comme "acceptables" par l'Etat, seront expulsés des FPE, ce qui signifie la résiliation de leur contrat de travail et la fin de leur indemnisation. ■

(D'après Combate)

lui des biens d'équipements ou les chemins de fer.

Mais ces mesures ne vont pas sans provoquer des conflits très durs comme celui de Reinosa en Cantabrie, de Puerto Real (chantier naval) en Andalousie, ou celui des mines de HUNOSA dans les Asturies.

Autre sujet de conflit lié aux reconversions industrielles, la prorogation des Fonds de promotion de l'emploi (FPE) (voir encadré) à laquelle s'opposent désormais toutes les organisations syndicales.

Ce profond malaise social qui s'exprime aujourd'hui dans l'ensemble de l'Etat espagnol, rendait possible la grève

générale. Mais, pour cette même raison, le fait qu'elle ait été décommandée par les Commissions ouvrières a des répercussions des plus négatives. Tout d'abord, on a perdu une bonne occasion d'entreprendre une action généralisée dans une situation où se produisait une montée des mobilisations. En ce sens, la convocation même de la grève générale aurait stimulé les mobilisations partielles et aurait porté un coup d'ampleur à la politique économique-sociale du gouvernement. Ensuite, cette non convocation de la grève générale provoque un sentiment de frustration au sein de l'avant-garde la plus combative qui y voyait une perspective de généralisation des luttes actuelles. A l'inverse, la décision prise donne un répit au gouvernement socialiste et au patronat qui voyaient se multiplier les conflits et tenaient pour acquise la perspective de cette grève générale. Avec cette pause, ils sont en meilleures conditions pour poursuivre leur offensive contre les droits fondamentaux des travailleurs. Enfin, elle signifie une victoire des secteurs les plus droitiers des Commissions ouvrières, un déplacement vers la droite de ce syndicat. Conséquence de cette évolution, l'UGT se sentira moins soumise à pression et pourra avoir une marge de manœuvres plus importante.

LES COMMISSIONS OUVRIÈRES A LA VEILLE DE LEUR CONGRÈS

Que la grève générale ait été décommandée montre combien ce syndicat est soumis à des pressions contradictoires. Certains facteurs poussent la direction à un comportement plus mobilisateur. En effet, les élections syndicales montrent qu'il est rentable pour les Commissions ouvrières et en général pour le Parti communiste espagnol (PCE), d'adopter une attitude de confrontation avec le gouvernement socialiste. Se situer en dehors des cadres institutionnels pousse à établir le rapport de force dans la mobilisation. Le malaise social et la proximité des prochaines élections municipales, portent à prendre l'initiative sur le terrain de la mobilisation sociale afin de pouvoir la capitaliser. Finalement, les secteurs les plus combattifs des Commissions ont un meilleur terrain pour cultiver la mobilisation ouvrière.

L'appareil confédéral des Commissions ouvrières et les pro-soviétiques du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE) que dirige Ignacio Gallego ont été les secteurs les plus sensibles à cette évolution sur la gauche dans leur discours et leur façon de procéder. Mais ce changement est très limité. Premièrement, ils ne remettent pas cause sur le fond la politique de la concertation. Deuxièmement, comme le montrent entre autres, la convention de la

métallurgie, le pré-accord signé dans les banques et la prorogation des FPE en Euskadi toutes occasions où ils furent aussi droitiers que l'UGT, ce changement d'attitude verbal est loin de se traduire dans la pratique. La majorité de la direction et des cadres du syndicat sont toujours installés dans les pratiques antérieures.

Et ce qui vient de se passer avec la question de la grève générale, montre bien que les facteurs négatifs l'ont emporté. L'opposition intérieure à la convocation de la grève a été très forte, notamment parmi les dirigeants du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) - nom du PCE en Catalogne - les partisans de Gerardo Iglesias, l'actuel secrétaire général du PCE, au sein de l'Union de Madrid et ceux de l'ancien secrétaire général du PCE, Santiago Carillo regroupés aujourd'hui dans le Parti des travailleurs d'Espagne - Unité Communiste (PTE-UC) créé en février dernier. Nous savions que l'on se heurterait à une telle résistance mais il est vrai que nous pensions qu'elle serait plus facile à vaincre.



Marcelino Camacho (DR)

Cette résistance à la grève générale, très répandue chez les cadres et les dirigeants des Commissions, trouve ses racines dans le profond réformisme dans lequel ils ont été éduqués et qui est le cadre de pensée de ces cadres et dirigeants.

Ce réformisme implique une conception des rapports entre patrons et salariés basée sur la négociation et non sur l'affrontement ; sur la conciliation et non sur la mobilisation. Il implique une action syndicale limitée à la négociation collective et une vision foncièrement économiciste ; une conception de l'unité d'action avec l'UGT basée sur l'adaptation au syndicalisme de conciliation que représente

cette dernière. Les négociations collectives en cours qui, dans beaucoup de secteurs, se font dans l'unité d'action avec l'UGT en sont un bon exemple, beaucoup de dirigeants syndicaux se pliant aux propositions qu'ils pensent être acceptables pour cette centrale. Ce réformisme sous-tend également une philosophie de co-responsabilité pour trouver une solution à la crise, laquelle se traduit généralement par le culte du pacte social et plus concrètement, dans l'acceptation des FPE, de la reconversion industrielle etc. Il faut y ajouter la peur d'aller vers une confrontation avec le gouvernement et de la "déstabilisation" qu'elle pourrait provoquer. Voilà les éléments qui sont déterminants dans la pratique politique du syndicat bien qu'une série d'autres facteurs puissent pousser vers la gauche une partie de la direction des Commissions.

Le rejet de la grève générale ouvre une crise dans les Commissions ouvrières notamment parce que ce syndicat est dans une période de préparation de congrès. Cette crise n'est pas étrangère, à celle que connaît depuis maintenant près de dix ans le Parti communiste et qui s'est traduite par l'éclatement en de multiples fractions qui s'opposent au sein même des Commissions ouvrières.

Le courant du PCE a été le plus divisé sur la question de la grève générale. Marcelino Camacho, le secrétaire général des Commissions, qui y était favorable, sort affaibli par la décision prise ; dans un certain sens, c'est également vrai pour Gerardo Iglesias qui s'était prononcé ouvertement en faveur de la grève générale. Par contre le secteur le plus modéré du PCE dans les Commissions en sort renforcé.

- Le courant pro-soviétique, le PCPE, déterminé par son processus d'unification avec le PCE - ils sont déjà ensemble dans la coalition électorale Gauche Unie (IU) - a pris un cours droitier ce qui n'a pas été sans avoir des répercussions négatives. Malgré tout, certains secteurs de ce courant résistent à cette évolution droitier que suppose la fusion avec le PCE et ses implications politiques. Toutefois, il ne faut se faire aucune illusion sur la portée de cette "résistance" même si conjoncturellement et dans certains endroits, elle peut donner des résultats intéressants. Sur la question de la grève générale, ce courant a clairement fait cause commune avec l'appareil du syndicat et a maintenu une position de mobilisation ce qui ne va pas sans susciter un certain nombre de contradictions. D'une part, cette attitude lui rend plus aisée l'alliance avec un secteur du PCE - Camacho et l'appareil confédéral des Commissions- mais d'autre part, elle lui rend plus difficile le rapprochement avec d'autres secteurs de ce parti. En effet, alors que PSUC était des plus hostiles à la convocation de la grève générale, le Parti

communiste de Catalogne, (PCC, pro-soviétiques - scission du PSUC) a voté pour.

- Le courant du PTE que dirige Santiago Carillo, part du principe que la lutte des travailleurs doit avoir la droite pour objectif et non l'actuelle politique du gouvernement socialiste. C'est pourquoi il s'oppose à toute mobilisation contre ce dernier sous prétexte qu'elle pourrait être capitalisée par la droite. Ce courant commence presque à faire de l'unité d'action avec l'UGT le principe suprême. Il s'est opposé à la grève générale comme il le fit auparavant lors de celle du 20 juin 1985, arguant que les conditions n'étaient pas réunies, qu'il fallait les créer à la base par la négociation collective, qu'il ne faut pas rompre l'unité d'action avec l'UGT, que l'ennemi c'est la droite économique et non le gouvernement, etc. La convergence qui s'est opérée entre un large secteur de l'actuel PCE et les positions de Carillo sur la question de la grève générale n'est pas une coïncidence. Ces deux courants sortent du même moule réformiste.

LES CONTRADICTIONS UGT-GOUVERNEMENT SOCIALISTE

Le résultat des élections syndicales et l'échec des projets du gouvernement et de l'UGT visant à construire un syndicalisme de conciliation sous l'hégémonie de cette dernière, le malaise social existant dans le pays ont pour conséquence d'approfondir les contradictions entre le syndicat socialiste et le gouvernement.

Ce dernier faisait reposer jusqu'à présent, toute sa politique vis-à-vis des syndicats sur ses liens avec avec l'UGT. Celle-ci, chantre de la politique de concertation sociale, jouait un rôle clé dans la démobilisation se convertissant ainsi de plus en plus en "contremaître du changement". La grève générale du 20 juin 1985 a montré que si les Commissions ouvrières optaient pour la mobilisation, les contradictions entre l'UGT et le gouvernement socialiste s'aiguïsaient. Mais en

l'absence de mobilisation, la politique du gouvernement et du patronat faisant de la plus minime concession une victoire de l'UGT, et la propre paralysie des Commissions ouvrières, ont eu pour conséquence de faire de l'UGT le modèle à suivre pour beaucoup de dirigeants réformistes des Commissions ouvrières.

Les élections syndicales sont venues modifier de façon substantielle cette situation. L'UGT est apparue comme trop impliquée dans la politique gouvernementale et a perdu les élections dans des secteurs ou des entreprises clés (HUNOSA, Telefonica, Renfe, les banques) et des régions importantes (Barcelone, Madrid). Ces pertes significatives ont obligé l'UGT à se démarquer de la politique gouvernementale, en demandant des augmentations de salaires plus élevées que les 5% indiqués par le gouvernement, se mettant à mobiliser contre les reconversions industrielles, parfois même en concurrence aux Commissions ouvrières comme dans le cas de HUNOSA. Nicolas Redondo a décidé de concentrer ses attaques contre Solchaga et l'UGT a décidé unilatéralement de se retirer de la commission parti-syndicat où elle siège avec le PSOE. De même, certains secteurs de l'UGT commencent un discret chantage en direction du PSOE, dans la perspective des élections municipales, menaçant de ne pas appeler à voter pour ce parti s'il poursuivait aussi brutalement sa politique sociale. L'UGT entend ainsi obtenir des concessions du gouvernement qui redorerait son image de marque de syndicat par trop "officialiste".

Ce changement d'attitude de l'UGT peut influencer positivement sur la mobilisation dans la mesure où elle remet maintenant en question l'austérité, mais elle a ses limites. Tout d'abord, malgré ses conflits avec le gouvernement l'UGT n'a pas rompu le cordon ombilical avec lui mais au contraire essaie de rétablir les ponts. C'est pour cette raison que l'UGT centre toute sa dénonciation sur la question des salaires et non sur l'ensemble de la politique économique. Ensuite, l'UGT bénéficie du fait que

les Commissions ouvrières ne peuvent apparaître comme une alternative au syndicalisme de conciliation qu'elle-même représente. Dans la pratique quotidienne, beaucoup de dirigeants des CO sont aussi droitiers que ceux de l'UGT ce qui facilite la politique de conciliation du syndicat socialiste. Enfin, si ses conflits avec le gouvernement sont déterminés par le degré de mobilisation des travailleurs, cela ne l'empêche pas de s'opposer à la mobilisation comme ce fut le cas lors de la grève générale des Asturies, ayant toujours en tête le souci de fermer toute brèche qui pourrait s'ouvrir. En ce sens, la grève générale décommandée par les Commissions ouvrières lui a donné un répit considérable.

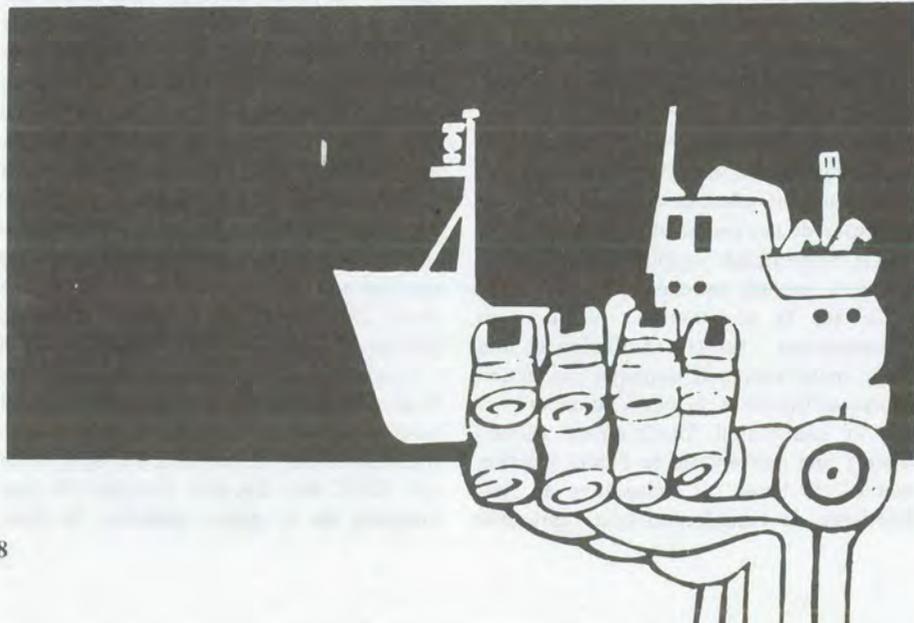
QUELLES ECHEANCES ?

La discussion des conventions collectives est une échéance immédiate pour le mouvement ouvrier. Contrairement aux années précédentes, elle se fera sans pacte social, dans un contexte fortement marqué par les nombreux conflits en cours et avec la possibilité réelle dans de nombreux secteurs d'aller au-delà du maximum des 5% que veut imposer le gouvernement comme le montrent les conventions déjà signées. Toutefois, si dans de nombreux endroits le patronat est prêt à céder sur les salaires, ce ne peut être qu'au prix de contreparties sur les conditions de travail : travail de nuit ou de fin de semaine, flexibilité des emplois et mobilité géographique, augmentation de la productivité etc. Or, comme le démontre l'accord passé dans les banques, beaucoup de dirigeants syndicaux sont prêts à céder sur ces points en échange d'un "bon" réajustement des salaires. La mobilisation des travailleurs reste clé pour imposer des conventions qui leur soient favorables. Et là encore, l'attitude passée des directions syndicales montre qu'il y a loin du discours à la réalité. Preuve en est la grève de la métallurgie à Barcelone prévue pour le 12 mars et décommandée par les Commissions ouvrières la veille, alors qu'elles signaient un accord désastreux.

La lutte contre les reconversions industrielles demeure le principal axe de bataille dans les mois qui viennent. Elle inclue la bataille contre le prolongement des FPE. Beaucoup de secteurs déjà touchés dans le passé vont de nouveau être affectés par la "reconversion permanente" (sidérurgie, chantiers navals, mines). Il est probable que les attaques gouvernementales contre ces secteurs se heurteront à l'hostilité de toute la population des régions touchées comme la lutte de HUNOSA.

La préparation du IVe Congrès fédéral des Commissions représente un enjeu important pour tous les révolutionnaires. ■

Commission syndicale de la LCR ;
Avril 1987.



Le déclin de la Maison Reagan



Suite au nœud de scandales connu sous les noms d'Irangate et de Contragate, un renversement s'est opéré au sein de la présidence de Ronald Reagan. De la Maison Blanche jusqu'aux recoins des activités "spéciales" des services secrets de Washington, les aventuriers parvenus et les idéologues reaganien ont été balayés. Dans une petite révolution de palais, les conservateurs pragmatiques qui étaient déjà dominants au Congrès ont pris le pouvoir, dans un processus symbolisé par l'arrivée de Howard Baker comme chef de l'état-major de la Maison Blanche et la relégation de Reagan à un rôle figuratif.

Derrière les scandales et leurs répercussions politiques, il faut chercher les causes profondes des dilemmes de l'impérialisme américain qui poussent ses représentants vers de pareilles débâcles. Dans l'article que nous publions ci-dessous, James Petras analyse les derniers événements dans le cadre du déclin de l'hégémonie américaine qui avait pris son essor en 1945, déclin d'abord économique et ensuite politique et militaire. Cet article, paru dans le numéro de mars-avril de la revue marxiste "Against the Current", publié à Détroit, s'insère dans un large débat dans la gauche américaine. ■

James PETRAS

Les principaux éléments de l'affaire sur les ventes d'armes à l'Iran n'ont rien d'exceptionnels, quelle que soit la version des événements que l'on considère ; qu'il s'agisse d'une négociation pour échanger des armes contre des otages ou dans le but de développer des liens avec des groupes pro-occidentaux. Si ces transactions plutôt banales se sont transformées en une affaire d'Etat, cela tient surtout à la stratégie politique d'ensemble qui a été élaborée par l'administration Reagan et qui a eu l'approbation des deux partis (les Démocrates et les Républicains, ndlr).

De 1979 à aujourd'hui, la politique de Washington a consisté à développer massivement ses projets militaires de façon à imposer unilatéralement ses vues au niveau mondial aussi bien que régional. Le crime qu'a commis l'administration Reagan en négociant avec l'Iran a été de reconnaître tacitement l'échec de cette politique ; que la force ne convenait pas, que des négociations étaient nécessaires, que des compromis avec les adversaires sur des points critiques étaient devenus essentiels.

LES LIMITES DE LA PUISSANCE AMERICAINE

Les négociations de Reagan avec l'Iran ont constitué une reconnaissance des limites de la puissance des Etats-Unis. Cette leçon avait d'ailleurs déjà été tirée il y a quelque temps au moment de la rapide mais désastreuse intervention américaine au Liban en 1982. On avait assisté à un phénomène semblable au sommet de Reykjavik en novembre 1986 : l'accord sur le désarmement presque réalisé a été pour quelques membres de l'administration Reagan la constatation que les Soviétiques ne pouvaient pas être acculés à la faillite (et

qu'en fait c'est le contraire qui risquait d'arriver compte tenu des dettes et du déficit américains).

Tout comme l'affaire iranienne, les concessions et les compromis faits en Islande ont été dénoncés par les deux partis comme impliquant un changement complet sur la direction historique prise par la politique américaine, changement qui entraînait des effets négatifs pour une grande partie des intérêts américains, aux Etats-Unis et à l'étranger.

Les critiques faites par les hommes politiques et la presse à propos de l'échange d'armes avec l'Iran et du sommet de Reykjavik vont pratiquement toutes dans le sens d'un renforcement de la doctrine réactionnaire, de la confrontation militaire, de la terreur d'Etat et de l'escalade nucléaire. Cela est devenu le dogme intouchable et le fondement de la politique étrangère des deux partis, des médias et de l'intelligentsia des années 1980.

L'administration Reagan est prise au piège de son propre succès dans la propagation de l'idéologie de la confrontation militaire : le carcan idéologique dans laquelle elle s'est mise (et peut-être la prison dans laquelle pourraient finir certains de ses conseillers) est le résultat d'une adhésion servile à la doctrine de "la paix par la force" qui ôte toute possibilité de souplesse dans la recherche de solutions diplomatiques. Le monde manichéen de l'Empire du bien et du mal qui a été forgé par les néo-conservateurs comme base de leur politique les a réduits à choisir entre la fanfaronnade pour masquer leur impuissance ou les tractations de coulisses menées par des aventuriers.

Le succès facile qu'a connu la doctrine militaire de Reagan et son imprégnation dans les discours politiques tiennent au fait qu'elle était liée à l'idée qu'elle pouvait modifier la profonde faiblesse structurelle

que connaît l'économie nord-américaine. La résurgence du militarisme à la fin des années 1970 s'est produite au moment où les hommes politiques occidentaux devenaient préoccupés par les revers subis par l'impérialisme dans les pays du Tiers-monde.

Les révolutions en Indochine, en Angola, en Ethiopie, au Nicaragua et en particulier en Iran apparurent comme un défi majeur lancé au réseau complexe d'Etats dépendants mis en place pour contenir tout développement régional de la révolution. L'effilochage de ce réseau d'Etats régionaux dépendants allait de pair avec le déclin aussi bien de la place des Etats-Unis dans l'économie mondiale que de sa machine étatique, nécessaire aux interventions militaires.

La concordance complexe des changements qui se produisirent au niveau politique, économie et militaire peut se résumer en un mot : la faiblesse. Et, dans le langage des idéologues néo-conservateurs en vogue, ce qu'il fallait c'était "une volonté de puissance". Dans les manifestes néo-conservateurs le volontarisme et l'idéologie se rejoignent en une politique militariste explosive et offensive. L'accent était clairement mis sur la capacité subjective à concentrer ses efforts sur la puissance et cette puissance était presque exclusivement conçue en termes militaires.

Une avalanche d'articles poussant à des alliances avec les dictatures, à de nouveaux programmes de missiles et à l'accroissement des budgets militaires furent publiés dans les journaux néo-conservateurs et libéraux. La paix au moyen de la force - l'action par les moyens militaires a été le symbole de tout le régime reaganien - alors que la politique intérieure était subordonnée à la réaffirmation de la domination mondiale. Rien de moins que le "système mondial", tel était la cible et l'ambition de

ce qui se voulait la stratégie politico-militaire des néo-conservateurs. Cette politique d'affirmation de la puissance militaire à l'échelle mondiale a eu des résultats très divers. Les dirigeants d'Etats "autoritaires", chers à Jeanne Kirkpatrick (spécialiste reaganienne des affaires étrangères, ndr) étaient en disgrâce au moment même où les reaganiens en faisaient l'éloge ; mais ces derniers ont pu retrouver de leur influence grâce aux régimes de cohabitation civile-militaire. L'intervention au Liban a conduit à une défaite désastreuse alors que celle de Grenade a mis en place un nouveau régime dépendant des Etats-Unis. Washington a augmenté ses interventions terroristes sur une grande échelle en Amérique Centrale, en Afrique et en Asie du sud, mais avec des résultats guère probants sur le plan militaire et impopulaires politiquement.

Au niveau global, Washington a accru les dépenses d'armement et est revenu sur des accords de limitation d'armements (SALT I et II). Elle menace maintenant d'une guerre spatiale et rejette toute limitation aux essais nucléaires. Mais les Soviétiques ont montré peu de propension à se laisser intimider ou épuiser. Au contraire, ils ont marqué des points sur le plan diplomatique avec un certain nombre de propositions de désarmement plus raisonnables que celles des reaganiens.

D'une manière plus fondamentale, l'extrême-misme volontariste des néo-conservateurs n'a pas été capable d'enrayer la chute tendancielle de l'économie américaine ni le déclin de ses positions au niveau mondial. Au contraire, le grossissement des déficits budgétaires et le rétrécissement des parts de marché fait ressortir les conséquences énormes d'une politique de développement de la puissance militaire qui ne se soucie pas des coûts économiques.

LES DIFFERENTS NIVEAUX DE FAIBLESSE DE LA POLITIQUE DES ETATS-UNIS

C'est dans ce contexte, où la doctrine stratégique a fait la preuve de son incapacité à enrayer l'affaiblissement relatif persistant des Etats-Unis, que l'administration Reagan a essayé d'y apporter des modifications tactiques : l'emploi sélectif des négociations à la place de la force, démontrant ainsi l'incapacité de Washington à imposer une solution. Et c'est cette reconnaissance tacite qui a conduit Reagan à être pris à son propre piège.

La question centrale posée par les débats à propos de l'Iran, l'obsession qui se cache derrière les discours des "experts" et politiciens, c'est la notion de faiblesse. Ce débat a été obscurci par la confusion de différents niveaux d'analyse faits par les médias et les commentateurs de la gauche libérale.

Il faut analyser l'idée de faiblesse à trois niveaux différents : celui du régime, du marché et au niveau historique mondial. La faiblesse d'un régime se mesure à la popularité décroissante d'un parti au gouvernement et à sa capacité de gagner une élection à venir. La faiblesse au niveau du marché se rapporte au déclin de la compétitivité d'une économie, à ses pertes de parts de marché et par conséquent à son incapacité croissante à utiliser le marché et les relations commerciales comme instrument de pouvoir.

La faiblesse historique mondiale se rapporte au déclin historique sur le long terme de la structure de production sur laquelle reposent les positions de force générales, au déclin du pouvoir d'Etat et de son administration et à l'ascension d'une nouvelle classe d'hors-la-loi idéologiques, qui gravitent entre la politique, l'université, l'armée et la pègre, à des postes de décision cruciaux de la bureaucratie internationale.

La montée au pouvoir de cette quasi-pègre est une cause et une conséquence du déclin de l'empire. Tout comme l'industriel est remplacé par le spéculateur (des Rockefeller par des Boesky), (Ivan Boesky a été condamné pour un scandale financier récent, ndr) l'homme d'Etat est remplacé par l'aventurier militaire, intermédiaire arriviste entre le Département d'Etat et le milieu du gangstérisme politique.



La plupart des reportages faits par les médias se sont concentrés sur l'opportunisme de l'administration Reagan, sur sa tentative de faire libérer des otages pour rehausser son crédit électoral en baisse. L'accent a été mis sur la faiblesse du régime : les transactions illégales ont été analysées comme des tentatives pour regagner des électeurs. Les médias de la gauche libérale ont mis l'accent sur les mensonges de Reagan et sur les lois qui ont été violées, dissertant sur le sens profond et l'influence grandissante de

l'illégalité dans la vie politique démocratique.

Une telle analyse permet en effet de clarifier à quel point la stratégie militaire impérialiste érode la vie politique démocratique. Mais elle ne permet pas de comprendre les impératifs structurels profonds auxquels cette stratégie répond. Paradoxalement, les critiques faites à la politique de Reagan en Iran réaffirment la justification de la politique de terreur militaire : Reagan est puni pour l'avoir enfreinte.

Le second niveau d'analyse de la faiblesse des Etats-Unis s'attache à prendre en compte la position déclinante des Etats-Unis dans l'économie mondiale. A ce niveau certains néo-conservateurs, à la fois dans le groupe Reagan et en dehors, ont cherché à introduire une certaine souplesse et un certain réalisme dans l'affirmation du pouvoir militaire.

L'origine de ce besoin d'une politique plus nuancée est la prise de conscience grandissante d'un isolement dans la politique mondiale, en particulier vis-à-vis des forces non communistes et mêmes anti-communistes qui sont apparues brusquement sur la scène politique dans des zones cruciales de l'économie mondiale. Les forces islamiques d'Iran sont un exemple de cet anti-américanisme non communiste.

Les néo-conservateurs qui sont restés attentifs à la signification de tels développements prennent conscience qu'une "contre-terreur" dans le style d'Israël est inefficace et nuisible pour gagner de l'influence sur le marché mondial. Contrairement à Israël, les Etats-Unis ne bénéficieraient pas d'un riche bienfaiteur pour subventionner son isolement économique et ses aventures militaires. De même, une économie complexe comme celle des Etats-Unis ne peut se contenter de jouer le rôle de fournisseur clandestin d'armes à des régimes peu ragoûtants.

Une partie des conservateurs pragmatiques souhaitent sortir de la mentalité du bunker de la terreur imposée par l'aile dominante des néo-conservateurs, pleine d'admiration pour la stratégie israélienne. Ils aimeraient tisser de nouvelles relations avec des régimes non communistes qui leur sont pour l'instant hostiles. Et la principale ressource disponible pour ceux-ci est constituée par le seul secteur mis en croissance par les reaganiens, celui de la technologie militaire.

La principale région présentant un intérêt économique pour les pragmatiques est le Moyen-Orient, région souvent évoquée par les néo-conservateurs comme grouillant de terroristes. Après avoir fait sortir ou essayé de faire sortir les Européens de cette région par la campagne anti-terroriste, les conservateurs pragmatiques voient une excellente occasion pour y faire de nouveau leur entrée, principalement au moyen des leviers politiques constitués

par la fourniture d'armes et de technologie.

N'ayant pas les moyens d'imposer un réel boycott des Etats "terroristes", et n'étant plus capables de faire respecter une conduite "responsable" chez les alliés européens, ces conservateurs n'éprouvent pas de scrupules à prendre l'initiative pour revenir en force sur un marché crucial. Ils espèrent reconstituer le réseau régional pro-américain du début des années 1970 : Israël - Iran - Arabie Saoudite.

Lorsque les conservateurs pragmatiques persuadèrent le noyau reaganien au pouvoir de tester de telles possibilités au moyen de l'opération clandestine de vente d'armes à l'Iran, les néo-conservateurs les plus idéologiques crièrent au scandale, ironiquement soutenus par les néo-libéraux opportunistes de droite. La plupart des critiques faites à Reagan à ce sujet, mises à part celles qui touchaient l'illégalité des opérations, se situaient objectivement sur des positions doctrinaires à droite de l'actuelle administration. Et ce furent souvent les Démocrates qui crièrent le plus fort en défense de la ligne dure militariste anti-iranienne contre la ligne conciliatrice des conservateurs pragmatiques des sous-sols de la Maison Blanche.

COMMENT EXPLIQUER LE DECLIN DE L'HEGEMONIE US ?

Ce type d'explication permet de mettre l'accent sur les intérêts régionaux et sur l'impasse à laquelle mène la stratégie militaire pour résoudre des problèmes économiques. Cependant elle ne permet pas d'analyser les changements sous-jacents qui se produisent dans la structure du capital américain et elle ne met pas en lumière les caractères humains particuliers qui de plus en plus se trouvent à des postes de prises de décisions cruciales dans l'appareil d'Etat. Pour résumer, l'analyse doit être à la fois plus large et plus précise.

Le déclin de l'hégémonie américaine est évident depuis plus de 10 ans, malgré la reconstruction par Washington des bases politiques et militaires d'affirmation de son pouvoir à l'échelle mondiale. Le problème c'est que les moyens militaires ne peuvent avoir que peu d'effet sur les forces qui rongent l'hégémonie des Etats-Unis. Les forces productives des alliés capitalistes comme le Japon ne peuvent pas être conjurées par de nouveaux systèmes d'armes nucléaires. Pas plus les gouvernements révolutionnaires ne peuvent-ils être facilement renversés par des mercenaires terroristes.

Une armée encore plus puissante ne changera pas grand chose, principalement parce que la perte de l'hégémonie des Etats-Unis est moins due aux ennemis extérieurs ou aux pays concurrents qu'à l'enfoncement propre du capitalisme américain.

Le capital industriel a été remplacé par le capital artificiel. Le marché financier est devenu plus important que la production. Dans la mesure où le capital industriel productif décroît relativement à la richesse américaine globale, où la plus grande partie des dollars est absorbée par les dépenses d'Etat, où les marchés des changes et de valeurs sont contrôlés par des spéculateurs plutôt que par des entrepreneurs qui doivent produire quelque chose de concret, la politique extérieure américaine est de moins en moins dans les mains des responsables des intérêts des grandes firmes capitalistes et de plus en plus dans celles d'une nouvelle couche qui ne s'est pas révélée capable d'élaborer des alliances et une politique facilitant la croissance industrielle.

Avec le déclin du capital productif, la motivation de l'Empire (la domination des ressources productives) change. Le système de renseignements secrets, créé pour être l'instrument du capital, acquiert de plus en plus une autonomie institutionnelle. La croissance de l'appareil de répression, à une époque de déclin de l'hégémonie et d'augmentation de l'utilisation de la terreur d'Etat, a créé une nouvelle conjoncture historique et a fait apparaître un nouveau type d'homme politique : l'aventurier militaire comme conseiller du Président, le voyou idéologique et politique comme sous-secrétaire aux affaires latino-américaines. North (le lieutenant-colonel Olivier North du Conseil national de sécurité est l'architecte principal du plan secret pour fournir des fonds aux "contras". Il a été limogé depuis, ndlr) et ses semblables représentent la nouvelle éthique de la vie politique, celle des lumpen-intellectuels.

Le style des lumpen est d'utiliser des arguments à bon marché pour justifier leur dogme idéologique, de substituer le vitriol à la raison et de lancer une propagande démonologique pour faire passer leur politique terroriste et militaire illégale.

La montée du capital spéculatif et la baisse du capital productif dans l'économie est basée sur le même type de stratégie et d'activités aventureuses, illégales et clandestines si caractéristiques des lumpen-intellectuels qui gravitent dans le monde ténébreux entre la Maison Blanche, les pistes d'atterrissage de la jungle d'Amérique centrale et les contras trafiquants de drogue. Le mariage entre les spéculateurs et les lumpen-intellectuels n'est pas une coïncidence. Il y a bien des liens entre eux du point de vue de leur origine sociale, de leurs ambitions, de leur amoralisme politique et de leur fanatisme.

L'idéologie des néo-conservateurs fournit un vernis à la soif de pouvoir et de richesse si répandue chez ces marginaux qui cherchent à monter. Et dans l'esprit de ces derniers tous les moyens sont bons pour atteindre le sommet. Etre au sommet

est en soi une justification, les idées et les valeurs ne servent que comme moyens d'y rester. Et lorsque la pègre devient acceptable, les gens "bien" la rejoignent.

Les ressentiments et la soif de pouvoir de ces marginaux transformés en acteurs politiques, avec leur mépris primaire et nietzschéen pour les usages et le respect des lois établies, se rejoignent dans un credo qui transforme la politique quotidienne en une recherche de pouvoir personnel. Les lumpen-intellectuels transformés en politiciens ont passé en revue toute la liste des conventions et usages internationaux dont ils se moquent. Voici ce que l'on peut trouver sur leur carte de visite : détournements d'avions au-dessus de la Méditerranée ; bombardements aériens de civils en Libye ; attaques terroristes continues au Nicaragua ; soutien à Savimbi, mercenaire de l'Afrique du Sud en Angola ; soutien en argent et en armes à Pol Pot sur la frontière du Kampouchéa ; armes aux intégristes iraniens ; aide massive à l'appareil d'Etat terroriste du Salvador ; soutien politique et économique à la dévastation du Liban par Israël.

Islamiques, staliniens, sionistes, racistes, terroristes : tous ont reçu le soutien des néo-conservateurs au cours de ces dernières années. Pour un groupe dont la réputation est d'être dogmatique de droite on peut apprécier son éclectisme idéologique dans le choix de ses alliés terroristes. C'est qu'il n'est pas question d'idéologie mais de pouvoir.

Tout comme les intérêts économiques, les véritables critères idéologiques jouent de moins en moins de rôle dans la définition de la politique. L'incapacité à choisir des alliés "idéologiques" ainsi que la nécessité croissante d'appuyer sa politique sur la terreur ne sont que le reflet de la fin de l'hégémonie des Etats-Unis et de la détérioration de sa position comme puissance politico-militaire capable d'assurer ses interventions à l'extérieur.

L'ascension au pouvoir de ces Raspoutines des temps modernes, la banalisation de la terreur, la tendance croissante à noyer l'idéologie sous un flot de transactions irrégulières, telles sont les caractéristiques de cette phase critique du déclin de la puissance américaine.

L'EMPIRE AU CAPITAL ARTIFICIEL

Le déclin des Etats-Unis comme grande puissance industrielle est marqué par le tournant spectaculaire de son économie vers des activités spéculatives. Aujourd'hui sur le marché boursier l'indice Dow Jones crève le plafond des 2000 points alors que des usines ferment partout, que des déficits commerciaux atteignent de nouveaux records et que les Etats-Unis deviennent le plus grand débiteur du monde. De plus en plus les liens des Etats-Unis avec le

monde extérieur se font par l'échange de papier plutôt que de marchandises : les financiers internationaux, les courtiers locaux et les spéculateurs achetant et vendant des lettres de crédits.

La politique étrangère des Etats-Unis devient de plus en plus militaire dans la mesure où son contenu se vide des intérêts économiques qu'elle était censée défendre. Dans le passé les intérêts économiques extérieurs étaient la raison d'être de la politique militaire des Etats-Unis. Les alliés étaient ceux qui soutenaient les intérêts généraux des grandes firmes américaines, les ennemis ceux qui cherchaient à en restreindre l'expansion. Les alliés étaient maintenus dans le rang par des pressions diplomatiques et économiques ; les ennemis étaient déstabilisés par des opérations secrètes ou en dernière limite par des interventions militaires ouvertes.

Le choix politique reflétait un calcul à long terme des avantages et des inconvénients et prenait en compte le coût élevé des opérations militaires. Aujourd'hui sous la direction des lumpen, les décisions politiques sont prises pour des raisons beaucoup plus vagues et justifiées après coup par un dogme idéologique sinon par des abstractions vides de sens.

A Washington, les politiciens d'aujourd'hui représentent l'union d'une couche d'aventuriers politiques, d'arrivistes et de fonctionnaires établis qui se sont convertis à une vision du monde qu'on peut caractériser comme une politique sans bornes de "guerre sans frontières". Un peu gênés, ils décrivent leurs activités comme "très spécialisées", non pas parce qu'elles sont vraiment secrètes mais parce que ce jargon leur permet de revendiquer une légalité fictive. Une grande partie de leurs initiatives dans ce domaine suivent une logique de pouvoir personnel plutôt qu'une logique d'intérêts économiques clairement définis. Les actes de violence illégaux sont décidés au nom d'une personne ou d'un service qui exerce un pouvoir. Leur justification est que les fonctionnaires qui décident, incarnent la volonté nationale.

On est frappé, au sujet de l'affaire iranienne, du peu de discussions sur ce qui est à la base de la politique terroriste des Etats-Unis. Les révélations des médias et les audiences faites au Congrès se sont attachées en premier lieu aux questions de procédure et de légalité formelle touchant les activités de l'administration. Celle-ci n'aurait pas eu tort de poursuivre une politique de terreur massive au Nicaragua mais seulement de l'avoir fait durant une brève et particulière période où le Congrès avait ordonné la suspension de toute aide directe des Etats-Unis aux terroristes.

Ce point de vue étroit révèle à quel point l'idéologie de la terreur a imprégné la culture politique. Elle est acceptée dans son principe par les deux partis, par le

Congrès et la présidence, par les commentateurs des médias et les idéologues du régime. Ils diffèrent seulement sur la façon dont cette politique doit être menée. Et le plus souvent ces différences sont guidées par les visées électoralistes les plus étroites.

Le contexte historique mondial dans lequel ces actions se déroulent n'est pas pris en compte, à savoir le déclin de l'hégémonie des Etats-Unis dans le monde et la militarisation de la politique étrangère qu'il entraîne. L'hégémonie repose sur une supériorité économique et politique qui est secondée par la puissance militaire. La base d'une telle hégémonie des Etats-Unis n'existe plus.

Beaucoup de pays ne dépendent plus de l'expansion économique américaine pour leur propre croissance et reproduction. La nouvelle logique de l'économie mondiale se base sur l'établissement de multiples centres financiers et d'une grande diversité de marchés. Cela signifie inévitablement une érosion continue des positions américaines.

La réponse de Washington à ce tournant dans la destinée des Etats-Unis qui se produisit à la fin des années 1970 fut de remplacer une politique hégémonique par une politique de domination militaire à l'échelle mondiale. La domination militaire était supposée compenser la perte d'influence économique. Selon cette conception la relation entre la politique, la diplomatie, l'économie et le militaire devait être inversée par rapport à celle de la période d'hégémonie : la force devait entraîner la soumission, provoquer des négociations, et les aspects politiques et économiques devaient suivre en s'y rajoutant.

Cette conception définissait les relations des Etats-Unis aussi bien au niveau mondial que régional. Une nouvelle course aux armements était lancée pour tester l'efficacité d'une politique militaire qui soumettrait l'Union Soviétique à la volonté américaine.

Au niveau régional, Washington se trouva confronté à l'apparition d'une grande variété de mouvements révolutionnaires qui n'étaient pas liés à l'URSS et qui reflétaient toute une gamme d'idéologies et de styles politiques. La réaction de Washington fut d'élaborer une idéologie globalisante qui devait aplanir ces différences et justifier une offensive militaire immédiate contre tous à la fois. Le "terrorisme" rejoignait le communisme comme raison d'être fondamentale des actions militaires, englobant des Etats et des mouvements nationalistes, intégristes islamiques et marxistes non-soviétiques.

La stratégie militaire vis-à-vis du Tiers-monde ne consistait pas seulement à défendre des pays ou régimes alliés existants au moyen de la fourniture de matériel de répression mais à renverser des ré-

gimes existants par des actions violentes : actions directes et immédiates comme à Grenade ou en Libye, ou à long terme comme au Nicaragua, au Mozambique et en Angola.

LA LOGIQUE DE LA TERREUR D'ETAT

On donna libre cours au volontarisme de la droite pour s'engager dans une sorte de "zone de feu à volonté". L'establishment n'imposa pas de limitations aux néo-conservateurs pour appliquer leur politique de violence d'Etat. Les hommes d'affaires respectables acceptèrent la politique de terreur. Des fonctionnaires et des diplomates coopèrent et cohabitèrent avec la pègre politique formée par les mercenaires, les aventuriers, les escadrons de la mort, les trafiquants de drogue recrutés et financés par les idéologues néo-conservateurs.

Au lieu d'enrayer la chute de l'hégémonie américaine, la conception et la pratique militaire l'accroissent. Mais dans le monde néo-conservateur de la guerre idéologique, les dettes et les déficits importent peu en comparaison d'une occasion d'ouvrir un nouveau front terroriste au Costa Rica, de prolonger la guerre en Afghanistan, de consolider les bases militaires de Savimbi en Angola.

Pour les néo-conservateurs, tout cela représente le "monde réel". L'efficacité de la guerre terroriste était le seul critère d'appréciation de la politique étrangère. Les questions "réelles" étaient de trouver des moyens de financement et des fournitures, d'accroître les livraisons d'armes à la "résistance", aux "combattants de la liberté", aux canailles du Tiers-Monde.

En fin de compte cette alliance entre les représentants respectables des intérêts des grandes firmes et les lumpen-intellectuels, les aventuriers militaires, les idéologues arrivistes avec leur pègre de terroristes, meurtriers et truands, n'est qu'une alliance opportuniste. Les aventuriers et les idéologues ont un pouvoir formidable dans l'appareil d'Etat. Mais ils n'ont pas de base de soutien réelle dans les milieux des affaires ou même dans les institutions gouvernementales permanentes. Leur travail avec la pègre les expose à des scandales publics.

Que cela se produise et leurs alliés respectables peuvent toujours nier leur participation : l'opération terroriste était une stupidité, elle n'était pas approuvée officiellement. Ceux qui sont en première ligne dans les actions terroristes sont alors sacrificiels. ■

James Petras,
"Against the Current";
numéro 8, mars-avril 1987.

Quel rôle pour le Parti communiste ?

Les récents développements politiques en Afrique du Sud ont fait apparaître l'importance qu'il y avait à traiter du Parti communiste sud-africain. Les conditions clandestines de lutte n'avaient pas jusqu'à cette date favorisé la mise à jour de cette question. De plus, comme nous allons le voir, l'intégration du PC au sein du Congrès national africain (ANC), rendait encore plus délicate l'étude du problème et contribuait à cacher l'identité propre de ce parti. Il aura fallu que le Parti communiste lui-même proclame son existence plus ouvertement que par le passé pour que le sujet s'impose de lui-même. L'étude du champ politique sud-africain doit donc laisser une place substantielle à l'étude du PC.

Beaucoup de gens en Afrique du Sud ont négligé cette question tant il est vrai que le PC paraissait avoir peu de force à l'intérieur même du pays. Identifié, sur la base de son passé, comme un parti de Blancs il a été longtemps traité comme un phénomène marginal.

Le présent article vise essentiellement à fournir quelques

repères sur cette organisation. Si notre pronostic est juste il faut s'attendre à ce que la question du Parti communiste soit de plus en plus abordée par les observateurs de la situation sud-africaine: Depuis trois ans environ le PC a élargi son influence, d'abord au sein de l'appareil de l'ANC puis à l'intérieur du pays au sein des divers mouvements sociaux. Son impact est encore modeste mais mérite d'être souligné compte tenu de la faiblesse des autres courants politiques. Il se revendique toujours comme l'unique "parti prolétarien d'avant-garde" et l'élection en juin 1986 de son secrétaire général, Joe Slovo, à la direction nationale de l'ANC, en tant que premier dirigeant blanc, n'était pas faite pour être discrète.

La presse de l'ANC elle-même n'a pas été avare de références au Parti communiste. Enfin, le gouvernement américain de son côté s'est mis en tête de scissionner l'ANC entre son aile "nationaliste" et son aile communiste, confirmant ainsi l'importance qu'il porte lui-même à ce parti. ■

Peter BLUMER

Le Parti communiste sud-africain est créé le 30 juillet 1921 par la fusion de plusieurs organisations, la plus importante étant la Ligue socialiste international (ISL) qui avait été fondée en 1915 en tant que groupe oppositionnel de gauche à la social-démocratie. Le parti est au moment de sa naissance un parti de Blancs. C'est au cœur du syndicalisme et de l'intelligentsia blancs que les bouleversements politiques du mouvement ouvrier européen ont pu trouver un écho. La société africaine, elle, du fait de son statut et de son histoire était largement déconnectée de ces débats.

UNE ADOLESCENCE DIFFICILE

Mais le parti traîne avec lui le paternalisme de la vieille social-démocratie européenne sur la question coloniale. Parfois même l'immobilisme apparent de la grande masse des Noirs le pousse à tenir des propos aigre-doux envers les indigènes "natives".

Devant l'Internationale communiste, réunie en 1919, David Ivon Jones, dirigeant de l'ISL cherche à analyser le retard politique des Noirs sud-africains. Voici comment il s'exprime : "*L'indigène est fasciné par la machine, cherche ses pulsations les plus intimes et l'entretient comme si elle était un dieu*". Ou encore : "*Sous chaque prétexte possible ils travaillent à l'unisson, levant et baissant la pioche, en ajoutant des gestes rythmiques,*

à la mesure de leurs chants zoulous. De temps à autre quand la mesure change, avec une infinie variété, puisée dans le répertoire ancestral, avec un rythme et une harmonie parfaits - un chœur improvisé de la nature, exerçant son charme même sur les plus froids des auditeurs" (1).

Le ligne du parti s'articulera alors autour de deux objectifs apparemment complémentaires : d'une part faire le constat du retard historique des masses noires et y faire pénétrer la conscience de classe ; et d'autre part dépasser la situation du moment en forgeant l'unité ouvrière autour d'une perspective socialiste. Le manifeste du PC, adopté à son congrès constitutif ne fait aucune place à la question nationale en tant que telle : "*Dans un avenir proche, en effet, le principal devoir du parti et de chacun de ses membres est d'établir les contacts les plus larges et les plus étroits possibles avec des travailleurs de tous les rangs et de toutes les races et de propager le message communiste parmi eux*".

La direction ne voit alors aucune contradiction à juxtaposer une analyse très pessimiste de la conscience de classe des Noirs et son projet de les gagner aussi vite que possible à la perspective d'une révolution prolétarienne. Le parti ne propose aucune médiation, ignore pour le moins la spécificité de la question nationale et propose un simple prosélytisme socialiste des militants blancs parmi les travailleurs noirs.

Ceci l'amènera y compris à prendre des positions opportunistes comme par exemple son soutien au gouvernement de

coalition de 1924 entre le Parti travailliste et le Parti national, au nom du vote utile contre la droite au pouvoir, et alors qu'il était prévisible que cette coalition ne changerait rien à la discrimination envers les noirs.

LE TOURNANT DE 1928

Le tournant va venir de la direction de l'Internationale communiste. Celle-ci connaît à cette époque un débat sur la question "nègre" en générale, et aux Etats-Unis en particulier. Le débat sur l'Afrique du Sud sera largement inspiré par l'analogie avec le cas américain.

En 1917 Lénine avait comparé les Noirs américains aux anciens serfs russes, aboutissant par la suite à l'idée qu'ils constituaient en soi une nation. L'Américain John Reed ne partageait pas ce point de vue car selon lui une partie substantielle de ces gens se considèrent tout d'abord comme des Américains, et se sentent chez eux aux Etats-Unis. Ce débat se poursuivra encore pendant plusieurs années : les masses noires américaines devaient-elles être analysées sous l'angle de leur situation dans le Sud agricole ou au contraire sous l'angle de leur intégration grandissante dans le Nord industriel ? Quelle était la dynamique réelle de leur insertion dans la formation sociale américaine ?

(1) "Communism in South Africa". David Ivon Jones. Présenté à l'exécutif de l'Internationale communiste au nom de l'ISL de South Africa en 1919.

C'était d'ailleurs une époque un peu étrange où l'on convoquait des congrès noirs mondiaux à Moscou et où le Bureau international des affaires nègres siégeait à Berlin !

La direction de l'Internationale procède donc par analogie envers l'Afrique du Sud. Et elle constate par ailleurs que le PC sud-africain développe une ligne paternaliste qui ne lui permettrait jamais de s'implanter parmi les Noirs.

A la réunion de la "Ligue contre l'impérialisme", à Bruxelles en 1927, une motion est votée avec la délégation sud-africaine appelant au "droit à l'autodétermination au travers de la chute complète de la domination capitaliste et impérialiste".

Plus tard l'un des délégués du PC sud-africain, La Guma, se rend à Moscou. Dans la capitale soviétique il discute avec les autorités de l'Internationale d'un texte appelant à la création d'une "république indigène indépendante, comme étape vers un gouvernement ouvrier et paysan". La médiation qui est désormais proposée - au moins sur le papier - est la perspective donnée aux indigènes de constituer une nation indépendante.

Alors que le débat fait toujours rage dans le PC américain le texte rapporté par La Guma provoque d'importants remous dans le parti sud-africain et aboutit à des ruptures, beaucoup estimant qu'on n'a pas à faire passer l'indépendance nationale avant la lutte des classes. Dans bien des cas d'ailleurs l'apparente rigidité sur les positions de classe dissimulait une parfaite vanité de militants blancs vis à vis des travailleurs noirs.

En octobre 1928 le secrétariat politique du Comintern dénonçait dans une résolution "la démoralisation des travailleurs blancs au travers de la théorie de la supériorité de la race blanche (...) Le Parti communiste doit prendre la tête d'un mouvement révolutionnaire agrarien et national des masses indigènes".

Le tournant sur la "République indépendante" vise surtout à capter l'attention des masses noires. C'est un mot d'ordre démocratique qui cherche à mobiliser les Noirs suivant leur niveau de conscience du moment. Par là-même l'Internationale communiste espère que le parti pourra y conquérir rapidement une hégémonie.

Le parti va en effet changer un peu, intégrant un plus grand nombre de militants noirs. Mais la direction réelle restera, et pour longtemps encore, sous le contrôle des seuls Blancs (2).

L'Internationale s'efforce donc de faire évoluer son parti sud-africain et de le transformer à l'occasion du débat sur la question nationale, sans pour cela que ce soit toujours du goût des militants (3). Au delà du débat d'orientation c'est à une reprise en main générale que se livre la di-



rection internationale. Or celle-ci, à cette époque, est de plus en plus sclérosée par la bureaucratisation et par une centralisation dictatoriale. Comme dans bien d'autres cas l'intervention de Moscou ne s'arrête pas à une honnête "bolchévisation". Il s'agit peu à peu d'assujettir les partis communistes aux seuls intérêts de la direction stalinienne. Le PC sud-africain n'échappera pas à ce triste sort. Alors que certains partis, à commencer par le parti chinois, pouvaient, grâce à une réalité nationale forte, moduler les effets pervers de la domination de Moscou, le Parti communiste sud-africain, lui, ne disposait pas de tels acquis. Sa "stalini-sation" en sera d'autant plus rapide et profonde.

A L'ECOUTE DE MOSCOU

Le PC sud-africain va dès lors suivre les tournants de la politique soviétique. L'historiographie officielle du parti ne le dissimule d'ailleurs pas : "après que le 7e congrès de l'Internationale communiste, tenu à Moscou en juillet-août 1935, avait approuvé l'appel de Georgi Dimitrov pour un front unique large afin de stopper la course au fascisme et à la guerre, le Parti communiste d'Afrique du Sud a reconnu ses propres erreurs sectaires dans le passé et a cherché à s'allier à d'autres éléments antifascistes et anti-racistes à la fois parmi les Noirs et les Blancs" (4).

Du coup la "république indépendante" pour les Noirs est mise au rencart. Maintenant il s'agit d'établir un front anti-impérialiste et pour cela il faut "entraîner les masses indigènes les plus larges dans le mouvement de libération national contre l'exploitation et l'oppression impéria-

listes croissantes - pour l'indépendance de ce pays -" (5).

Le PC fait donc un virage important vers une fraction "démocratique" de la bourgeoisie blanche. Mais le "front populaire" qu'il met en place reste dominé par lui, les revendications démocratiques élémentaires en faveur des Noirs qui y sont défendues étant sans doute peu motivantes pour les "anti-fascistes blancs".

Durant la guerre de 1939-45 le PC fera une fois encore un tournant quant à la définition du conflit mondial et les alliances internes que cela lui impose. En 1981 le parti écrivait encore : "la nature de la guerre fut complètement transformée par l'agression contre L'Union soviétique". Une fois encore le politique du parti se déconnecte de la réalité nationale pour aller s'inspirer des besoins soviétiques et des débats européens. Certes les deux communautés, Afrikaner et anglophone, se divisaient pour l'essentiel entre l'axe et les alliés, mais il s'agissait pour l'essentiel d'une division au sein de la classe dirigeante et au sein de l'aristocratie ouvrière blanche. Quelle place fallait-il donner à ces débats tactiques quand, de toute manière, ils intéressaient fort peu l'écrasante majorité de la population laborieuse noire ? L'Afrique du Sud est une prison pour l'homme noir quel qu'en soit le gouvernement "démocratique" favorable aux alliés ou "fasciste" favorable aux Nazis.

La dépendance vis à vis de Moscou n'était d'ailleurs pas simplement d'ordre bureaucratique. Le PC, de par la composition de sa direction, n'était toujours pas émancipée de son euro-centrisme originel. Les pressions stalinienne s'y diffusaient d'autant mieux que toute la politique de l'Internationale se résumait à défense de l'Etat soviétique et à "la construction du socialisme dans un seul pays".

Egal à lui même, le PC publie le 3 juin 1943 un communiqué de satisfaction après la dissolution bureaucratique du Comintern par Staline. "La décision du comité directeur de l'Internationale communiste de rec-

(2) Au début de 1928 le PC avait 1800 membres. Au congrès de 1929 il y aurait eu 20 délégués noirs et 10 blancs pour représenter 3000 membres (E. Roux "Time longer than rope" 1948).

(3) Voir là-dessus Jack and Ray Simons : "Class and Colour". IDAF; 1983. Page 405. Sur le débat noir dans l'Internationale communiste voir : E. H. Carr "A History of Soviet Russia" Chapitre 89. Léon Trotsky reprend cette idée de la "République noire" en 1935 dans sa lettre critique à l'une de deux organisations trotskystes sud-africaines et la propose dans les mêmes termes que l'IC en 1927.

(4) "South African communists speak". Inkululeko Publications. London 1981. Page 125.

(5) "The liberation Movement and the tasks of the Party". Congrès de septembre 1936.

ommander la dissolution de cette dernière est motivée avant tout par le désir d'aller vers l'unité la plus grande entre les Nations Unies dans la lutte contre Hitler et ses alliés".

Il faut attendre l'après-guerre, la grève des mineurs noirs de 1946, l'arrivée au pouvoir en 1948 du Parti national et le durcissement de la ségrégation pour que le parti se mette à produire des documents autrement plus sophistiqués que par le passé. Le mot d'ordre de "république indépendante" se voulait une sorte de médiation pour mobiliser les Noirs. Mais sur le fond le Comintern pensait qu'il fallait réellement offrir ce droit aux Noirs et ce, avec en toile de fond, les écrits de Lénine sur le droit à constituer un Etat national. Mais la société sud-africaine était autrement plus complexe que cela et elle était surtout en pleine mutation sociale et économique. Paradoxalement alors que les Noirs ne semblaient même pas avoir la force de revendiquer une "nation séparée", alors que subsistaient parmi eux d'importants préjugés tribaux, ils allaient très vite avoir la volonté de réclamer une Afrique du Sud, toute entière démocratisée et déracialisée. Un développement de la conscience qui avait quelque chose à voir avec le développement inégal mais dialectique de l'économie sud-africaine.

Le comité central du PC, en janvier 1950, écrit : *"L'attitude adoptée par le mouvement ouvrier à l'égard des mouvements nationaux en Europe de l'Est au siècle dernier n'est pas nécessairement celle qu'il faut adopter aujourd'hui, quand le socialisme est devenu un fait établi dans une grande partie du monde (...) Le trait spécifique de l'Afrique du Sud est de combiner les caractéristiques à la fois d'un Etat impérialiste et d'une colonie au sein d'une entité géographique, politique et économique, simple et indivisible".*

"LE COLONIALISME D'UN TYPE SPECIAL"

Cette idée sera reprise en 1962 dans son nouveau programme "La voie de la liberté sud-africaine". C'est à cette occasion que le PC explique en détail sa conception des deux sociétés superposées : une nation exploiteuse, blanche et impérialiste, qui opprime une seconde nation, noire et colonisée, dans un espace territoriale unique. Le concept est celui d'un "colonialisme interne". Mais cette analyse pêche par son mécanisme. Le PC ne dit mot sur les rapports sociaux dominants. Or cette question reste décisive non seulement pour débattre de la dynamique révolutionnaire escomptée mais aussi pour prévoir ce que vont être les évolutions sociales majeures au sein de ladite "nation colonisée".

Cette théorie aboutit en effet à une vision figée de la société sud-africaine, les modifications sociales en cours étant alors

considérées comme ne pouvant qu'être secondaires par rapport à la contradiction majeure qui oppose les deux nations. Il ne s'agit pourtant pas de hiérarchie entre les problèmes mais bel et bien de rapports dialectiques entre la question nationale et l'existence de classe sociales au sein même de la majorité noire. L'analyse du PC est curieusement exogéniste, comme peuvent l'être certaines analyses tiers-mondistes pour les pays néo-coloniaux, alors que lui-même reconnaît que tout se passe dans un seul territoire, avec un seul Etat, un seul marché unifié et une classe dirigeante autonome.

Pour peu que l'on accepte cette idée des "deux nations", il aurait fallu ajouter qu'elles ne sont point juxtaposées mais qu'elles cohabitent dialectiquement en évoluant toutes les deux selon les besoins du capitalisme sud-africain. En bref, il aurait fallu commencer par dire qu'il y avait dans ce pays des rapports sociaux capitalistes dominants qui se combinent aux divisions raciales.

Si le PC met tant d'application à défendre cette théorie c'est que, comme il le disait en 1962, il s'agit de construire un Etat démocratique "sur une ligne non-capitaliste" selon la terminologie nouvelle adoptée en 1960 lors de la réunion internationale de 81 partis communistes à Moscou. Le programme du PC sud-africain de 1962 mentionne d'ailleurs explicitement cette réunion comme la base de sa propre élaboration.

Alors que la société sud-africaine s'apprête à connaître un prodigieux développement économique et une énorme croissance de la classe ouvrière noire la nouvelle position du PC l'amène à penser que "il existe à l'heure actuelle aucune division de classe aiguë ni antagonique au sein du peuple africain". Ce qui était en flagrante contradiction avec ce que l'Internationale communiste constatait déjà trente ans plus tôt en proposant de détacher les travailleurs noirs de l'influence de chefs, des notabilités et des petits bourgeois noirs.

Ainsi le PC en ce début des années 1960 se contente de plaquer les analyses soviétiques des sociétés ghanéenne ou guinéenne, prétendument sans conflit de classe réel et engagées selon Moscou sur une "voie non capitaliste" par les régimes de Nkrumah et de Sékou Touré. Selon les termes même du document de 1962 le programme démocratique à mettre en avant n'est pas un programme pour le socialisme et sa perspective n'est pas celle d'un Etat socialiste. Et depuis 1955 ce programme démocratique est, pour lui, constitué par la Charte de la Liberté. Si le PC sépare ainsi son programme démocratique pour la mobilisation immédiate et la perspective d'un renversement socialiste de l'apartheid c'est parce qu'il demeure attaché à l'analyse sta-

linienne du développement historique. L'existence selon lui d'un "colonialisme interne" impliquerait la mise en place d'un Etat "démocratique". Etant donné que la direction du parti sait très bien qu'il faut définir le contenu social d'un Etat quel qu'il soit, elle s'en remet plus ou moins à la définition soviétique. Le futur Etat sud-africain sera donc assimilable à cet Etat de la "voie non-capitaliste", définition qui fit fureur à cette époque dans le tiers monde parmi les groupes et partis satellisés par Moscou (6).

UN OPPORTUNISME ECLAIRE

Programme et stratégie constituent les fondements principaux de toute organisation politique. Dans le cas du Parti communiste sud-africain le programme et la stratégie sont profondément déterminés par ses références internationales et sa filiation stalinienne. Mais la définition d'un parti réel agissant dans une situation concrète ne s'arrête pas à ces seuls éléments. Malgré ses virages le PC a été marqué par un certain nombre de continuités. Et ce sont ces continuités qui dans la phase actuelle de développements révolutionnaires lui permet de capitaliser là où d'autres piétinent.

La première de ces continuités est celle de ses rapports avec le grand arrière soviétique qui apporte l'aide politique et logistique nécessaire à la clandestinité totale à partir de 1961. Ce lien, qui comporte un fort caractère de dépendance, pourrait avoir de très facheuses incidences le jour où Moscou décidera de mettre l'Afrique du Sud dans les choses négociables avec Washington.

La seconde continuité semble avoir été l'effort de construction organisationnel, notamment à partir du début des années 1960.

Enfin la troisième continuité, certainement la plus importante, a été d'intégrer ses militants dans les principaux mouvements nationaux et de les y maintenir, non pas en tant que simples observateurs mais en tant que membres disciplinés d'un parti centralisé.

AVEC L'ANC

Les communistes rentrent officiellement à la direction de l'ANC en 1927. La Guma, le délégué du parti à Moscou était lui-même secrétaire de la branche du Cap de l'ANC. A la même époque le parti est aussi très présent dans un mouvement à caractère politico-syndical, le Syndicat des

(6) Parmi ces Etats "non capitalistes" : l'Egypte de Nasser, l'Indonésie de Soekarno, la Guinée de Sékou Touré, le Ghana de Nkrumah, la Tanzanie de Nyerere.

travailleurs de l'Industrie et du commerce (ICU). Les militants communistes en seront expulsés en 1926 et l'ICU disparaîtra quelques années plus tard.

Le document de l'Internationale communiste, adopté par son comité exécutif après le 6ème congrès mondial stipule que : *"Le parti doit faire particulièrement attention aux organisations nationales embryonnaires parmi les indigènes, tel le Congrès national africain. Le parti, tout en gardant sa pleine indépendance doit participer à ces organisations, doit chercher à élargir et étendre leur activité. Notre but doit être de transformer le Congrès national africain en organisation révolutionnaire nationaliste combative"*.

Dans son programme de 1928 le PC reprend : *"le parti s'est donné comme tâches : l'agitation, l'éducation et l'organisation parmi les indigènes, l'extension politique et industrielle de l'influence du parti, partout où c'est possible, dans des organisations d'indigènes comme le Congrès national africain ou l'ICU"*.

Dans la délégation à Moscou en 1927 se trouvait le leader de l'ANC, Gumede, apparemment pas membre du parti. A son retour celui-ci se déclare *"partisan convaincu et enthousiaste des Communistes"* (7). Un fort secteur conservateur existe dans l'ANC toujours prêt à plaider auprès des Britanniques pour qu'ils forcent la main aux Afrikaners mais les militants du PC y ont d'ores et déjà une influence et de bonnes relations avec une partie de ses militants. A tel point d'ailleurs que le PC se permet d'écrire en 1981 *"Des membres du parti ont également joué un rôle clef dans la renaissance du Congrès national africain vers la fin des années 1930"* (8).

Dès cette époque l'ANC fait pleinement partie des forces à associer au front large que souhaite le PC. A la fin des années 1930 ce dernier est bien implanté dans le Nord-Transvaal : là, c'est un de ses membres, Alpheus Maliba qui est l'un des dirigeants de l'ANC. C'est encore un membre du parti, l'Indien Yusuf Dadoo, qui durant la guerre est président au Transvaal du "Front unique non-européen" avant qu'il ne devienne le dirigeant du Congrès indien de l'Afrique du Sud, un mouvement qui a largement représenté les intérêts d'une partie de la petite bourgeoisie indienne.

VERS LA CHARTE DE LA LIBERTE

En 1944 le parti adopte un programme. C'est un nouveau tournant : la perspective de la République socialiste refait son apparition. Et la partie démocratique du programme ressemble fort à ce que sera onze ans plus tard la Charte de la Liberté. Il était donc possible de combiner révolution démocratique et révolution socialiste !

Le parti ne se contente pas d'entrer

dans les mouvements nationaux. Il développe sa propre politique. L'arrivée à la direction de l'ANC en 1947 des jeunes de la Ligue de la jeunesse (Mandela, Sisulu, Tambo) crée des conditions pour la radicalisation du Congrès. Mais le PC n'en reste pas là. Son comité central écrit : *"M. Mda, président de la Ligue de la jeunesse du Congrès, déclare que 'nous sommes opposés de manière inflexible à l'oppression nationale et à la domination blanche étrangère' (...) Mais on ne dit pas au peuple pour quelle liberté il faut qu'il lutte, ni quel doit être le contenu de la démocratie véritable et l'ordre social juste"* (9). Des propos que le PC attaquera avec virulence dans les années 1980 quand ils seront tenus par d'autres.

Dans le même document du comité central il est clairement établi que les organisations nationales comme l'ANC doivent être transformées afin de diriger de manière révolutionnaire la lutte de libération nationale. Le PC, lui, restant le parti-



guide, celui de l'avant-garde communiste.

En 1950 le parti est interdit. Apparemment peu préparé à cela il écrira dans son programme de 1962 : *"malgré ses grandes réalisations et luttas, le Parti communiste d'Afrique du Sud se montrera incapable de survivre dans des conditions d'illégalité. Des illusions legalistes avaient pénétré les rangs du parti, y compris son personnel dirigeant. Ne s'étant pas préparé, le parti a été incapable de fonctionner dans la clandestinité"*.

Pourtant la plupart des membres du parti qui sont dans les organes des mouvements nationaux restent à leur place. Le Parti national au pouvoir menace maintenant toutes les organisations et accentue la répression. Yusuf Dadoo, membre du parti et dirigeant du Congrès indien

d'Afrique du Sud appelle dès 1951 à une vaste convention nationale autour de l'ANC pour s'opposer à l'apartheid.

Un "Congrès des démocrates" fait son apparition regroupant quelques groupes de Blancs démocrates et censé représenté ce secteur au sein de la convention. En réalité le Congrès des démocrates est aussi un moyen d'action public pour les membres blancs du Parti communiste.

Puis vint la rédaction de la Charte de la Liberté et le Congrès du peuple, vaste meeting populaire qui en juin 1955 adopta symboliquement ce programme.

LA DEFAITE ET LA RECONSTRUCTION

L'interdiction de l'ANC en 1961 et la fuite en exil d'une partie de sa direction change toute la situation. Le PC et derrière lui l'Union soviétique, poussent à une refonte complète de la stratégie politique du mouvement national. C'est l'époque de la fin de la guerre d'Algérie, celle où les organisations nationalistes des colonies portugaises optent pour la lutte armée rurale. En Afrique du Sud même éclatent d'importants soulèvements dans les réserves.

Tout semble indiquer que ce tournant est décisif. En décembre 1961 est officiellement créé un mouvement armé, Umkhonto we Sizwe. Il est en réalité le fruit d'un accord entre le PC et l'ANC : il s'agit d'un organisme indépendant et sa direction est conjointe. Le PC a trouvé là un élément décisif pour un pacte de solidarité et de collaboration entre lui et l'ANC.

Au milieu des années 1960, semble-t-il, poussé par la croissance de son rival, le Congrès pan-africain (PAC), l'ANC réaffirme son caractère de mouvement "noir" et "africain". Mais à partir du congrès de Morogoro, en 1969, l'ANC se transforme peu à peu comme un mouvement large accueillant les militants de toutes les races, le problème principal étant évidemment celui des Blancs. Rien n'est facile pour le Congrès à cette époque : la lutte armée est un échec, le mouvement est très affaibli à l'intérieur et le désordre règne en exil. De plus le mouvement de la "Conscience noire" se développe de manière concurrente parmi la jeunesse africaine du pays.

La reconversion se fera pourtant et essentiellement dans l'appareil et les délégations extérieures, avec sans aucun doute une active participation du PC. Métis, Indiens et Blancs, formellement membres d'organisations partenaires de l'ANC en 1955 au moment du Congrès du Peuple,

(7) E. Roux ; "Time longer than rope"; Page 219.

(8) "South African Communists speak" Page 125 et pages 131-132.

(9) "Nationalism and class struggle" janvier 1950.

trouvent peu à peu une place sous le drapeau de l'ANC et sous la direction clairement établie de ses membres africains. Le principe d'une unité entre organisations représentantes des communautés "nationales" séparées s'estompé, au moins dans la pratique. Le PC s'intègre donc plus ouvertement à l'ANC, ce qui ne sera pas sans poser quelques problèmes.

En 1976, à l'occasion d'une expulsion de l'ANC d'un petit groupe de contestataires le PC réexplique sa position : "*nous avons lancé le concept selon lequel le contenu principal de l'étape actuelle de la révolution sud-africaine est celle de la libération du peuple africain. Pour cette raison nous avons toujours reconnu que le rôle dirigeant dans le front de libération est joué par l'organisation nationale de la majorité africaine, l'ANC*". Et plus loin, à propos des exclus : "*à première vue, leur principale plainte est à l'encontre de la décision de M... d'intégrer des révolutionnaires non africains dans la Mission extérieure de l'ANC*".

Mais les opposants, à leur manière, soulignaient la contradiction qu'il y a à présenter l'ANC comme une grande force démocratique, fondamentalement africaine, tout en y acceptant des communistes parmi lesquels des Blancs. Le vrai problème n'était pas racial, comme le croyaient beaucoup de ces divers contestataires, mais stratégique. L'intégration à un mouvement nationaliste d'un parti qui se réclame du prolétariat et du communisme pose tout de même quelques problèmes à des tenants dogmatiques de la révolution démocratique et national. A quoi peuvent bien servir des communistes et leur parti si la révolution doit unifier de manière égalitaire toutes les classes opprimées ?

Le PC lui-même doit trouver une justification et prend quelques libertés avec son gradualisme rigide : "*A notre avis, il est impossible de séparer le nationalisme de la lutte des classes ; et la profondeur aussi bien que l'étroitesse de ce lien pèse de manière décisive sur l'avenir de la révolution sud-africaine.*" (10) En d'autres termes les militants du parti, "avant-garde communiste" représentent au sein de l'ANC la face cachée (lutte de classe) de la révolution démocratique.

LE BLOC ANC- PC

Dans les années 1930 à 1950 d'importants débats portèrent sur la question de l'unité. Fallait-il unifier les non-Blancs entre eux en cherchant à estomper peu à peu les barrières raciales que l'apartheid avait glissé entre Indiens, Métis et Africains ? Ou fallait-il viser à une alliance plus large avec des secteurs démocratiques et ce faisant maintenir une indépendance organisationnelle de chaque "communauté" ? La gauche trotskiste dé-

fendait la première idée, voyant dans la seconde le chemin le plus sûr vers la collaboration de classe. Et dans ce débat avec le PC l'ANC était un enjeu décisif tout comme l'organisation des Métis.

La crise de la gauche, son incapacité à se construire comme une force nationale, unifiée et stable a limité ses prétentions. Bien qu'ayant très souvent défendu une conception plus cohérente et "classiste" de la question nationale les courants à la gauche du PC ont été incapables, au plan organisationnel et tactique, de profiter de cet avantage programmatique (11). Le PC de son côté, tout en suivant les dernières idées venant de Moscou s'est sans doute montré plus pragmatique, du moins à certains moments, que les courants situés à sa gauche.

Aujourd'hui confronté à une très importante radicalisation du mouvement populaire le PC ne peut guère rester au secret dans l'ANC. La formation sociale du pays n'est plus celle qu'il décrivait dans son programme de 1962 pour justifier l'étape démocratique. Le mouvement ouvrier noir existe et combine évidemment la lutte pour la démocratie et la lutte contre le patronat. La théorie du "colonialisme d'un type particulier" ne résiste pas aux faits.

Il est désormais incontestable que le PC a acquis une place importante au sein de l'ANC. La lecture comparée de l'organe de l'ANC *Sechaba* et de celui du PC *The African Communist* est parfaitement éloquent : préoccupations et lignes similaires et, parfois, mêmes signatures. Cela n'exclut pas, évidemment, des débats croisés entre les deux revues dont il est pourtant impossible de savoir s'ils recouvrent réellement des divergences entre l'ANC et le PC (12).

Mais en définitive comment peut-on caractériser cette présence du PC dans l'ANC ? S'agit-il de l'"entrisme" ? Est-ce que le PC "dirige" l'ANC ? Ou joue-t-il le rôle d'un poisson-pilote ? Aucune de ces réponses n'est valable. Joe Slovo, l'actuel dirigeant du PC, membre de la direction exécutive de l'ANC, fournit lui-même une réponse, quand il dénonce "*l'image, dans le style de la bande dessinée, des Communistes stéréotypés qui s'infiltrèrent dans une organisation de masse*". Selon lui il s'agit d'une "*relation spéciale*". En le lisant on a presque l'impression qu'il veut nous renvoyer aussi au caractère de la société sud-africaine : au type spécial de colonialisme correspondrait un type spécial de révolution et un type spécial de relation entre l'ANC et le PC (13)!

La description de l'histoire est plus illustrative que la recherche d'un concept. S'il fallait tout de même s'y risquer nous reprendrions le terme de "greffe", mais une greffe qui a pris !

A partir de 1980-1981 s'affirme peu à peu à l'intérieur du pays un syndicalisme

indépendant, radical, porté par le développement de la grande industrie des dix dernières années. Parmi celui-ci la Fédération des syndicats sud-africains (FOSATU), : fédération non-raciale et très structurée sur la base des branches industrielles fait office de force dominante. C'est la FOSATU qui pousse au débat pour l'unification syndicale. C'est elle qui exprime le plus clairement le refus de diviser ses rangs en intégrant le Front démocratique uni (UDF) qui se crée en 1982, comme le proposait ce dernier. C'est encore de la FOSATU qu'émerge des avis sur la nécessité de construire un nouveau mouvement politique de la classe ouvrière.

LE TOURNANT DES ANNEES 1980

La FOSATU symbolise alors une histoire particulière du mouvement ouvrier sud-africain. Elle est en soi la marque d'un développement endogène vis à vis duquel les mouvements en exil ont été plus ou moins isolés.

Les directions syndicales font un effort prioritaire pour s'implanter dans les entreprises. Elles veulent stabiliser l'outil syndical non seulement là où c'est possible mais aussi où c'est le plus urgent. La perspective de s'implanter dans les communautés, dans les townships est remise à plus tard, une fois consolidée la base dans les usines.

Dès lors va s'engager une spectaculaire bataille politique dont l'objet est tout bonnement l'hégémonie sur le mouvement de masse. L'ANC a une très faible implantation syndicale. Il y a sans doute une petite tradition communiste dans le syndicalisme de la région du Cap mais elle est insuffisante. L'orientation qui est choisie par l'ANC et par le PC est de soutenir le principe des syndicats généraux, comme le SAAWU, dont la construction au niveau des branches industrielles est par définition très secondaire, au profit d'une intégration aux communautés. Les syndicats généraux influencés par le chartisme, (c'est-à-dire qui se réclame de la Charte de la liberté, ndlr) intégreront d'ailleurs tous l'UDF.

Durant cette période c'est au PC et à

(10) "On the activities of the "gang of 8". *The African Communist* deuxième trimestre 1976.

(11) Maurice Hommel. "Capricorn Blues". Paul Roubais Editions. Toronto 1981. Aussi Neville Alexander. "Aspects of non-collaboration in the Western Cape 1943-1963". Discours fait au Centre of African Studies, Cap Town. Publié par la revue *Social Dynamics* en 1986.

(12) Voir le débat sur la "dualité de pouvoir" dans *Inprecor* numéro 231 du 1er décembre 1986

(13) Interview de Joe Slovo. *Die Zeit*, 10 avril 1987.

son organe extérieur que revient la tâche d'attaquer les "gauchistes" de la FOSATU, taxés à l'occasion de droitières puisqu'ils ont la prétention de croire à un syndicalisme légal. Rien n'est laissé au hasard et chaque numéro de *The African Communist* contient ce genre d'attaque.

Paradoxalement durant ces années la politique de l'ANC et du PC va être plutôt gauchiste. La volonté de mettre en avant de manière exagérée le SAAWU comme le syndicat chartiste par excellence mettra celui-ci au centre de la répression. Et le choix des syndicats généraux s'est avéré en général erroné. Les attaques virulentes contre l'attitude tactique de la FOSATU envers l'enregistrement légal se sont montrées rapidement inopportunes.

En même temps, au travers de l'UDF, l'ANC élargit son audience dans les communautés. Si bien qu'en 1985 on peut dire que deux autorités se font face. Le courant syndical indépendant dans les grandes entreprises, et l'ANC dans les townships. Les mouvements politiques qui se situent à gauche de l'ANC s'étant montrés incapables de faire le pont entre le mouvement syndical et les luttes dans les communautés, l'affaire se jouera à deux.

LA RECTIFICATION DE 1986

En novembre 1985 est lancé le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU). Sa direction, conformément aux choix établis dans les négociations, comporte des dirigeants venant de tous les syndicats. Il reste à unifier toutes les forces au niveau de chaque branche industrielle et à mettre en place des directions régionales par des congrès locaux. Rien ne sera simple.

Mais le conflit a cessé. ANC et PC tournent fort intelligemment et décident visiblement de se comporter différemment vis à vis de leurs anciens adversaires. Plus une seule attaque, même implicite, ne sera publiée jusqu'à ce jour dans la presse de l'un et de l'autre mouvement. Seules demeurent des attaques contre le courant de la Conscience noire, pourtant jadis amalgamée avec tous les autres "gauchistes" et "diviseurs". Ce tournant est évidemment imposé par la coexistence de tous les courants dans un unique syndicat. Et ce malgré encore quelques conflits importants au sien du COSATU en 1986 dans la région de Port Elisabeth et East London et dans le Transvaal.

Il y a pourtant une autre raison à ce changement. L'ANC sent sa grande force au niveau des communautés dont une partie se trouve aussi à la base des syndicats. L'opération UDF a été un succès pour y imposer dans les townships l'hégémonie virtuelle de l'ANC. Il a réussi dans le même temps à gagner une autorité internationale et ayant été le seul à construire du-

rant 25 ans un appareil de représentation extérieure. Il se sait, à cette étape absolument incontournable y compris de la part de syndicalistes qui auraient pu avoir des vues à long terme sur la recomposition du mouvement ouvrier. Il sait que le syndicat limite par lui-même les prétentions politiques de tous ceux qui voudraient agir par son biais pour affirmer une autre légitimité

Dans le front unique qui s'affirme peu à peu - sans doute plus qu'une simple coexistence pacifique - l'ANC joue le rôle de mouvement politique alors que les autres doivent se contenter des structures de masses. Les autres peuvent toujours parler d'hégémonie ouvrière, ils restent des syndicalistes.

Nous avons assisté depuis à la mise en place d'un axe COSATU-UDF puis, à partir de la création d'un front des organisations de jeunesse UDF, le Congrès de la jeunesse sud-africaine (SAYCO), à un axe bien précis entre le syndicat et le mouvement jeune (14).

VIRAGE A GAUCHE DU PC ?

Cela ne résoud pas tout pour le parti communiste. Sermonner tous ceux qui évoquaient par le passé la perspective d'un "parti des travailleurs" sur le modèle brésilien ne pouvait faire office de réponse au problème de fond. Le mouvement social réel déborde très rapidement les barrières du dogme. Les grèves dans les entreprises dirigées par des libéraux "démocrates" favorisent une prise de conscience globalement anti-capitaliste. De là naît toute une série de nouvelles revendications qui ne sont pas prévues dans la Charte de la Liberté et que le PC lui-même aurait beaucoup de mal à montrer dans un de ses écrits.

Confusément, mais aussi grâce aux acquis du mouvement syndical des années 1980-1985, l'idée qu'il faut une direction ouvrière révolutionnaire fait son chemin parmi l'avant-garde large, dans la classe ouvrière et la jeunesse. Non pas forcément contre l'ANC mais "à côté" de lui.

Les schémas anciens ne suffisent plus. On ne peut plus se contenter de présenter le rapport entre l'ANC et le PC comme reflétant deux types de révolution, clairement disjointes. Le PC va donc mettre les bouchées doubles et décider d'apparaître plus systématiquement. A l'extérieur d'abord en faisant largement parler son principal dirigeant Joe Slovo. Ce dernier apparaît d'ailleurs maintenant aux côtés de Olivier Tambo dans nombre de grandes occasions publiques. A l'intérieur du pays l'observateur attentif saura reconnaître entre les lignes d'un article universitaire ou d'une brochure de l'UDF l'influence du PC et ses préoccupations du moment.

Ce changement d'attitude a évidemment un double effet. Il révèle d'une part une im-

plantation du PC qui sans être spectaculaire est tout de même plus substantielle que les gens ne l'imaginaient. Il pousse d'autre part certains petits secteurs radicaux, notamment dans la jeunesse de l'UDF, à se réclamer aujourd'hui autant du PC que de l'ANC.

Il y a de nombreux articles du PC qui montrent que celui-ci reste vigilant dans la défense de ses intérêts propres alors que l'ANC est le sujet de grandes manœuvres de la part d'une fraction impérialiste et des libéraux sud-africains. Poussé par la radicalisation actuelle le parti doit lui aussi évoquer le socialisme bien plus qu'il ne le fit durant les quinze dernières années. Sa légitimité et l'explication de son existence ne passent-elles pas par l'évocation des revendications de la classe ouvrière ? On retrouve le pragmatisme dont nous parlions plus haut. Un pragmatisme qui fait bon ménage avec un sectarisme virulent et un net bureaucratisme de son appareil extérieur.

ET LE PROGRAMME ?

Où se situe dorénavant la ligne du parti communiste ? Quelle est la part de la rectification tactique et celle de l'évolution réelle ? Bien peu nombreux sont ceux qui, de l'extérieur de ce parti, pourraient répondre aujourd'hui.

Joe Slovo se fit longuement interviewé par la revue communiste britannique *Marxism Today*. On lui demande "quel est le rôle du parti, étant donné que de nombreux autres mouvements de libération ont réussi sans avoir eu besoin d'un parti réformé ?". Slovo répond *La réponse se trouve dans une seule phrase., parce qu'il y a un besoin en Afrique du Sud de travailler pour la réalisation ultime d'une Afrique du Sud socialiste (...)* L'ANC ne peut ni ne devrait se limiter aux aspirations de cette seule classe (ouvrière, ndlr) que nous, les communistes, représentons (...). Mais à part cela il reste la perspective socialiste, laquelle, bien que n'étant pas à l'ordre du jour de la lutte, ne peut pas être rangé dans un dossier jusqu'au moment où on aura atteint la soi-disant première étape. En ce qui nous concerne, il n'y a pas de muraille de Chine entre la première et la seconde étape. La révolution va être un processus continu".

Slovo est-il devenu trotskyste ? Le voilà répétant ce que son journal dénonçait quelques mois plus tôt. Malgré l'insistance du journaliste du *Marxism Today* il refuse d'identifier son projet aux modèles du Mozambique ou du Zimbabwe.

(14) Fin 1986, certains secteurs du COSATU ont protesté sur la manière dont aurait été amenée la campagne commune avec l'UDF. Voir notamment le journal du CCAWUSA (syndicat du commerce) de novembre 1986.

mais ne donne évidemment aucune définition claire de l'Etat post-apartheid, ce qui lui fait mélanger deux problèmes, pourtant de natures politique et économique très différentes : "Cela implique que je ne crois pas que nous puissions envisager la possibilité d'une socialisation subite de tous les moyens de production, ainsi que de l'abolition de l'entreprise privée à tous les niveaux. Je crois qu'il y aura une économie mixte dans la période de l'après-libération, dans laquelle la petite-bourgeoisie et les petits entrepreneurs capitalistes noirs en particulier, vont trouver leur place " (15).

Plus récemment encore, Joe Slovo levait encore un peu plus le voile sur la politique de son parti. A propos des rapports entre le parti et le mouvement de masse, il dit : "Je préférerais ne pas discuter d'autres partis communistes en Afrique, surtout pas de ce qu'ils ont fait dans les syndicats et d'autres organisations de masse. Nous nous sommes tenus à l'écart de tout cela, c'est ce qui explique le degré de confiance exceptionnel dont nous jouissons au sein de l'ANC. Beaucoup de camarades sont gênés par notre manière de fonctionner. Mais si nous fonctionnions d'une autre manière ce serait nous qui serions gênés."

Dans *The African Communist* numéro 107, de 1986, un article, signé Nyawuzo dit pourtant les choses de manières plus crues : "Ce que nous disons c'est que dans la lutte de libération en Afrique du Sud il y a deux traditions d'internationalismes : l'internationalisme de l'ANC et l'internationalisme prolétarien du Parti communiste. Les deux ne sont pas identiques mais sont combinés. L'internationalisme de l'ANC a été si influencé par l'internationalisme prolétarien que l'ANC accepte des aspects de l'internationalisme prolétarien. D'autre part la lutte de l'ANC pour la libération nationale a un tel impact sur la pensée du Parti communiste que celui-ci a avancé depuis 1928 la théorie des deux étapes.

En Afrique du Sud cela ne pourrait être autrement depuis que le Parti communiste est organisé comme un parti extérieur aux structures de l'ANC mais que des communistes qui sont actifs au sein de l'ANC ne deviennent donc pas des "nationalistes". Ils restent des internationalistes prolétariens et des patriotes qui luttent au sein du mouvement de libération nationale pour faire avancer des positions internationalistes : pour diffuser les concepts et les aspects de l'internationalisme prolétarien dans la lutte large pour la libération nationale".

Gorbatchevien ? Slovo veut sans doute l'être aussi : "Staline et Mao ont retardé le progrès du socialisme de 75 ans " (16). Démocrate ? Il veut aussi l'être au-delà du raisonnable : "Je suis absolument con-



vaincu que si nous réalisons une société démocratique en Afrique du Sud, la question d'une avance vers le socialisme sera réglée par le débat plutôt que dans la rue " (17).

Il est bien dommage que les journalistes ne fassent jamais référence devant lui aux publications officielles du parti. Ses éventuelles réponses nous éclaireraient peut-être un peu mieux sur la ligne de son organisation. Comment ne pas voir en effet la contradiction entre des articles qui prônent la préparation de l'insurrection armée dans une situation dite de "dualité de pouvoir" et les propos de Joe Slovo qui déclare par exemple : "Je suis convaincu que le changement en Afrique du Sud viendra par la voie des négociations " (18). Car selon lui la clef de ces dernières se trouveraient dans les pressions internationales et les sanctions économiques.

Deux stratégies ou des propos différents tenus à l'occasion selon les interlocuteurs ?

LA QUESTION DU PARTI DIRIGEANT

LE PC n'a jamais cessé de se présenter comme le parti ouvrier par excellence. Toute tentative de la contourner était, dans la tradition stalinienne, taxée de division de la classe ouvrière et d'ultra-gauchisme. Mais ce parti ne pourra pas lui-même régler les deux problèmes majeurs actuels. Le premier de ces problèmes, c'est comment doter le mouvement de masse d'une direction socialiste révolutionnaire qui englobe les divers secteurs d'avant-garde apparus depuis dix ans ? Le deuxième, c'est comment répondre à la question de l'auto-défense et de la violence de masse pour résoudre la question du pouvoir ?

Dans les deux cas les réponses du PC sont fort peu convaincantes. Sur la question du parti il adopte, du moins jusqu'à présent, une attitude rigide : il est le parti déjà constitué. Il ne reste qu'à le rejoindre, lui et sa vision du monde, son histoire et ses liens internationaux (19). Cette conception est possible tant que la vie politique sud-africaine reste enfermée dans l'état d'urgence et la clandestinité. "Le plus fort survivra". Mais cette conception darwinienne ne peut convaincre tous

ceux qui s'interrogent sur l'histoire stalinienne de cette organisation, sur son fonctionnement, sur son sectarisme encore récent.

Le PC ne naît pas des derniers événements, même s'il cherche maintenant à sortir du mystère. Il assume 70 ans d'histoire dans un pays où il existe toujours un courant de pensée socialiste démocratique et antistalinien.

Reste la question stratégique. Négociation ou pas négociation ? Certes le bloc ANC-PC n'est pas un groupuscule de quelques dizaines de militants. L'opération négociation peut avoir un sens dans certaines circonstances pour réorganiser le mouvement de masse, diviser la classe dirigeante et préparer une nouvelle étape des luttes. mais il ne peut y avoir la moindre illusion sur la constitution d'un Etat démocratique non-racial par la voie négociée. L'apport des luttes de masse restera décisif, ainsi que celui de la violence. La propagande armée de l'ANC est plus un leurre qu'une réponse à ces questions. Utile pour construire l'ANC, elle ne l'est plus pour affaiblir réellement l'Etat (20).

Or cette question deviendra d'actualité lorsqu'il faudra tirer le bilan de 1986-1987 et envisager l'avenir. Il y aura de nouvelles voix pour dire que l'impossibilité de renverser ce système par la mobilisation de masse rend nécessaire une stratégie définitivement centrée sur les pressions impérialistes envers Prétoria.

Que restera-t-il alors de la perspective d'une Afrique du Sud non raciale ? Et de la perspective du socialisme ? Ces questions arriveront tôt ou tard au coeur même du mouvement politique parce qu'elles seront le résultat des difficultés immenses que cette révolution rencontre. Pour le PC comme pour tous les autres courants luttant contre l'apartheid, les tests décisifs sont à venir. Pour autant le Parti communiste est devenu un maillon du problème. L'ignorer serait jouer un mauvais tour à l'histoire. ■

Peter BLUMER
2 mai 1987

(15) *Marxism Today*, décembre 1986.

(16) *Die Zeit*, 10 avril 1987

(17) *The Observer* 2 mars 1987.

(18) *Die Zeit*, 10 avril 1987.

(19) Le PC a tour à tour soutenu l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et en Afghanistan. Sur l'Afrique il défendait jusqu'à présent l'orientation soviétique de soutien au partis au pouvoir au Congo ou en Ethiopie. Il défendit aussi la politique dite de "coexistence pacifique".

(20) Joe Slovo a annoncé en avril 1987 qu'il quittait la direction de Umkhonto we Sizwe, l'organisation armée, du fait de sa surcharge de travail occasionnée par son élection au poste de secrétaire général du PC, auquel il avait été élu en 1985.

Arafat à l'heure du bilan

La XVIIIe session du Conseil National de l'OLP (1ère partie)



La 18ème session du Conseil National Palestinien (CNP) s'est tenue à Alger, du 20 au 25 avril dernier. Parmi les multiples institutions quasi-étatiques de l'OLP, cet organe joue le rôle du Parlement ; il n'en a toutefois pas le mode de désignation. En effet, la composition du CNP, qui varie d'une session à l'autre, n'est pas déterminée par voie électorale. Elle est fixée par le Comité exécutif (CE) de l'organisation - dominé, depuis 1969, par le Fatah, la principale formation palestinienne que dirige Yasser Arafat - puis confirmée au début de chaque session par les membres de la session précédente. Le CNP est, en réalité, l'émanation de l'exécutif de l'OLP : lieu de débats, certes, il a pour fonction de "légitimer" les décisions ou les compromis adoptés majoritairement par les membres du CE - c'est-à-dire, en dernière instance, par la direction du Fatah. Celle-ci est à tel point hégémonique dans l'OLP qu'elle dispose, à elle seule, de la majorité et du quorum au sein du CNP.

Ainsi, lorsque ses choix politiques se trouvèrent fortement contestés, à partir de 1983, par la gauche traditionnelle du mouvement palestinien, les FPLP et FDLP, ainsi que par la Saïka et le FPLP-CG (voir encadré) - toutes composantes de l'OLP et du CNP au même ti-

tre que le Fatah - la direction Arafat n'hésita pas à réunir, l'année suivante, une 17ème session du CNP à Amman, la capitale du royaume jordanien, en l'absence des susnommés. Cette session, réunissant le quorum requis, put se prévaloir d'être "légitime", appellation devenue en quelque sorte la propriété de la direction Arafat au sein du mouvement palestinien.

La récente session d'Alger, s'étant déroulée avec la participation renouvelée des FPLP et FDLP, a été qualifiée de session de réconciliation, tout en marquant par sa numérotation la continuité avec celle d'Amman. La grande majorité des médias a cru y voir une victoire éclatante d'Arafat : il est vrai que ce dernier est passé grand maître dans l'art de déguiser les défaites en triomphes. Mais en l'occurrence, il fallait être bien peu au courant de l'histoire récente du mouvement palestinien pour être dupe. La 18ème session du CNP a consacré, en fait, la faillite totale de la politique suivie par Arafat depuis 1982

(La première partie de cet article dresse le bilan de la politique suivie par la direction de l'OLP jusqu'au dernier CNP, la deuxième partie traitera du rôle de l'URSS, du compromis élaboré au CNP et des perspectives. Elle sera publiée dans notre prochain numéro.) ■

Salah JABER

1er septembre 1982 : le dernier contingent de combattants de l'OLP quitte Beyrouth par la mer, sous la protection de forces "multinationales", composées de soldats américains, français et italiens, et sous le regard de l'armée israélienne assiégeant la capitale libanaise depuis la mi-juin. C'est le résultat de longues tractations engagées dès le début du siège entre la direction Arafat et l'envoyé spécial de Reagan, Philip Habib. Le même jour, en vertu du même "deal" à l'évidence, le président américain rend public son fameux "plan de paix" : aucune mention explicite du Golan syrien occupé par Israël depuis 1967, et officiellement annexé par Begin en 1981 (le Sinaï a été restitué à l'Egypte en vertu des accords de Camp David : retrait israélien achevé en avril 1982) ; en revanche, le discours de Reagan est centré sur le problème de la Cisjordanie et de Gaza, derniers territoires de la Palestine du mandat colonial britannique (1918-1948) à avoir été occupés par l'armée sioniste, en juin 1967 : *"les Etats-Unis sont fermement convaincus que la meilleure chance de parvenir à une paix stable, durable et juste est d'instaurer un autogouvernement des Palestiniens de la rive occidentale du Jourdain et du secteur de Gaza, en association avec la Jordanie"*.

20 septembre 1982 : alors que le monde entier est encore sous le choc de l'horreur des massacres de Sabra et Chatila, le monarque jordanien Hussein se fait l'écho du président américain : *"le temps est venu d'entamer des discussions avec l'OLP pour définir la forme des relations entre les Jordaniens et les Palestiniens au sein d'une future confédération"*.

9 octobre 1982 : Arafat arrive à Amman, où il rencontre le roi Hussein et déclare, le 12 octobre, que leurs entretiens ont été *"très réussis, très constructifs et très positifs"* et qu'ils *"ont largement porté sur une éventuelle confédération jordanopalestinienne et se poursuivront à l'avenir"*.

L'OPTION JORDANIENNE D'ARAFAT

Pour saisir la portée de cette attitude "fraternelle", il faut garder à l'esprit le fait que Hussein est le maître d'œuvre de la plus grande des hécatombes subies par le peuple palestinien : celle du "septembre noir" (1970). En avril 1981, la 15ème session du CNP, réunie à Damas, exprimait encore *"son appui à la lutte du mouvement national jordanien"*, c'est-à-dire à l'opposition jordanienne, anti-monarchique et anti-impérialiste, clandestine bien entendu. Dans la résolution de la session suivante, celle de février 1983 tenue à Alger, la direction Arafat impose une formulation

très différente des rapports avec la Jordanie : l'appui au "mouvement national" disparaît, pour céder la place à l'affirmation - tout à fait nouvelle pour l'OLP - selon laquelle *"les relations futures avec la Jordanie doivent être établies sur une base confédérale entre deux Etats indépendants"*.

Une fois de plus, la direction Arafat, hégémonique au sein de l'OLP, faisait "légitimer" son nouveau cours par le CNP, en recourant à des formules ambiguës. Tout en maintenant la formule de l'Etat "indépendant" adoptée en 1977 - il suffit de regarder la carte pour juger de quelle "indépendance" pourrait jouir un mini-Etat palestinien en Cisjordanie ! - le principe de la "confédération" avec le royaume jordanien, en harmonie avec l'idée centrale du plan Reagan d'une "association avec la Jordanie" et en conformité avec la proposition du monarque jordanien, était introduit. En fait, l'ensemble de la politique de la direction Arafat, depuis son départ de Beyrouth, allait s'inscrire dans ce double cadre. C'est la fameuse "option jordanienne" qui - dans la mesure où elle converge avec la politique américaine des règlements séparés entre Israël et chacun des Etats arabes qui l'entourent - est en contradiction totale avec la politique précédente de l'OLP qui consistait à défendre, en alliance avec la Syrie et l'URSS, le principe d'un règlement global : sûreté des frontières, en échange du retrait israélien

LA SITUATION D'ISRAËL AU 26 AVRIL 1982



de tous les territoires occupés en 1967 et de la création d'un Etat palestinien "indépendant". L'objectif de la politique américaine est, en fait, de parvenir à des accords de paix entre Israël et les Etats arabes que Washington considère comme relevant de sa zone d'influence - Egypte, Jordanie, Liban - sans ingérence de l'URSS et en laissant de côté le principal allié régional de cette dernière : l'Etat syrien.

L'option jordanienne d'Arafat impliquait donc la rupture avec la Syrie, l'URSS, et leurs alliés palestiniens, pour une alliance avec la Jordanie, l'Egypte et l'Irak, avec la bénédiction des bailleurs de fonds saoudiens et la perspective de convaincre l'administration américaine d'établir des rapports officiels avec l'OLP. La pratique de la direction Arafat allait lever toute ambiguïté quant à ses intentions politiques. Dès avril 1983, elle parvenait à un premier projet d'accord avec la monarchie jordanienne, prévoyant déjà une délégation commune jordano-palestinienne à des négociations avec Israël. Ce projet mit le feu aux poudres : rébellion de la gauche nationaliste du Fatah contre la direction Arafat, en mai 1983, suivie de combats entre les deux parties ; rupture avec la Syrie, la Libye et leurs alliés palestiniens (Saïka, FPLP-CG) ; combats de Tripoli (Liban-nord), aboutissant à l'évacuation de la ville, en décembre 1983, par les troupes d'Arafat, encore une fois par la mer, mais après avoir été assiégées cette fois-ci par les forces syriennes et leurs alliés palestiniens - forces qui, en 1982, avaient été assiégées à Beyrouth, puis l'avaient évacuée, avec les mêmes troupes d'Arafat. De Tripoli, le leader de l'OLP se rendra directement au Caire pour y rencontrer le président égyptien Moubarak, rompant ainsi le boycott de l'Egypte décidé par la

Ligue des Etats arabes, consécutivement à la signature par Sadate des accords de Camp David établissant une "pax americana" entre l'Egypte et Israël en dépit du fait que Moubarak ne remit jamais en cause ces accords, même au plus fort de l'invasion du Liban par l'armée sioniste. Arafat emboîta ainsi le pas à Hussein qui avait rétabli les relations de son royaume avec l'Egypte en septembre 1983.

Poursuivant sur sa lancée, la direction Arafat rompra avec les FPLP, FDLP et FLP (Yacoub), qui avaient adopté une attitude de neutralité face aux combats de Tripoli, et plus généralement une approche conciliatrice à l'égard d'Arafat, jusqu'au voyage de celui-ci au Caire, et même au-delà puisque les trois formations - réunies, avec le PCP, au sein de l'Alliance démocratique - étaient parvenus, en mars 1984, à un accord avec une délégation du Fatah sur une base de dialogue pour la prochaine session du CNP (accords d'Aden). Et pourtant, faisant fi de cet accord en contradiction avec la bonne marche de sa politique, la direction Arafat convoquera le CNP sans les organisations susnommées : le 17ème CNP se réunira en novembre 1984, à Amman même, et sera inauguré par le roi Hussein en personne !

Pour couronner le tout, Arafat conclura avec Hussein, le 11 février 1985, le fameux accord d'Amman : mention des résolutions de l'ONU, "y compris les résolutions du Conseil de Sécurité" (allusion aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) prévoyant "la terre contre la paix", et dont l'acceptation par l'OLP est présentée par Washington et une fraction "modérée" de l'establishment sioniste comme condition nécessaire pour d'éventuelles négociations avec l'organisation d'Arafat) ; "confédération arabe entre les deux Etats jordanien et palestinien" ; "délégation commune" jordano-palestinienne à des "négociations de paix" dans le cadre d'une "conférence internationale".

BILAN : FIASCO SUR TOUTE LA LIGNE

Dès lors, Moscou ne cachera plus son courroux : Arafat n'y sera plus invité, contrairement à Habache et d'autres leaders palestiniens. La *Pravda* (du 22 août 1985, à titre d'exemple) constatant que l'accord d'Amman "ne prévoit pas la création d'un Etat palestinien indépendant, pas plus qu'une participation de l'OLP sur un plan d'égalité" (à une éventuelle conférence internationale), le qualifie de "nouvelle tractation séparatiste comparable à Camp David, mais cette fois-ci, avec une couverture palestinienne". Une fois n'étant pas coutume, la *Pravda* disait bien la vérité.

Au bout de sa course effrénée vers la droite, Arafat avait opéré un revirement total de ses alliances par rapport à la période 1978-1982, où l'OLP était en première

ligne de l'opposition arabe à la politique de Washington et aux accords de Camp David. Pendant ladite période, cependant, la direction Arafat - à travers la constance de son allégeance intangible à la monarchie saoudienne, son principal bailleur de fonds - avait maintenu des rapports, plus ou moins avoués, avec l'ensemble des régimes réactionnaires arabes, y compris les régimes jordanien et égyptien. Fidèle en cela à ses intérêts de direction bourgeoise, dépendante des dynasties pétrolières arabes au double titre de ses intérêts bureaucratiques et de ceux de la diaspora bourgeoise palestinienne qu'elle représente, et misant de surcroît sur l'obtention de la Cisjordanie et de Gaza au moyen d'un règlement négocié avec l'Etat sioniste, inconcevable sans pression des Etats-Unis sur ce dernier, la direction Arafat ne pouvait rompre les amarres avec des gouvernements qui constituent, de fait, le cadre naturel de la stratégie dictée par sa nature socio-politique, au profit d'une stratégie fondée exclusivement sur l'alliance avec l'URSS, la Syrie, la gauche libanaise et les régimes et forces arabes se situant dans cette mouvance. En outre, la direction Arafat justifiait ses liens avec la réaction arabe par la nécessité d'opposer un contrepoids aux ambitions hégémoniques de Damas.

Par contre, lorsque la même direction opta pour son nouveau cours droitier à partir de 1982, elle n'hésita pas à brûler tous les ponts avec ses alliés de la veille. Modérée et conciliatrice quand elle se situait dans le camp opposé à l'impérialisme américain, elle se montra tout à fait immodérée, une fois passée dans l'autre camp. Il est évident que le régime syrien, l'allié de la veille, a des visées hégémoniques sur le mouvement palestinien en général, visées que l'on ne saurait combattre efficacement, et sans trahir la cause nationale du peuple palestinien, que par le renforcement du mouvement lui-même en tant que mouvement de masse, ainsi que par le renforcement des forces de gauche qui sont ses alliés stratégiques les plus sûrs dans la lutte contre le sionisme, l'impérialisme et les régimes arabes, à commencer par la gauche libanaise qui a toujours combattu au côté des Palestiniens jusqu'en 1982. Il est tout aussi évident, et à bien plus forte raison, que le régime jordanien a, lui aussi, des visées hégémoniques, non pas tant sur le mouvement palestinien que sur la Cisjordanie, en tant que territoire et population ayant été soumis au trône jordanien, depuis leur annexion par celui-ci en 1949 jusqu'à l'invasion israélienne en juin 1967. Du point de vue même des intérêts bourgeois représentés par Arafat, la prudence s'imposait absolument dans la pratique de son nouveau cours droitier. Même dudit point de vue, le prestige dont jouit la direction Arafat jusqu'à ce jour est l'un des plus immérités qui

soient : son bilan est celui d'une longue suite de défaites et de fiascos, beaucoup plus graves que les quelques succès partiels dont elle peut se prévaloir et qui sont dus, en fait, à la ténacité des masses palestiniennes, plutôt qu'à sa propre politique.

L'inéluctable arriva : Hussein profita de la "couverture palestinienne" - selon l'expression judicieuse de la *Pravda* - pour entreprendre une série de mesures visant à le remettre en position de revendiquer la Cisjordanie occupée. Des mesures qui, si elles ne bénéficiaient pas de ladite "couverture palestinienne", auraient suscité un vaste tollé palestinien et arabe, orchestré par nulle autre que l'OLP : en d'autres termes, des mesures que Hussein n'aurait jamais osé adopter s'il ne s'était senti les mains libres du fait de la politique de l'OLP.

En avril 1983, les rapports Hussein-Arafat étaient arrivés à une impasse, en raison de l'opposition palestinienne et syro-libyenne à ce dernier. Il lui avait fallu huit mois pour brûler entièrement les ponts avec ladite opposition : rencontrant Moubarak, après avoir évacué Tripoli en décembre 1983, Arafat choisissait de se compromettre à fond dans son option politique réactionnaire. La voie devenait libre pour Hussein : en janvier 1984, le roi convoquait le Parlement jordanien suspendu depuis 1974, à la suite de la décision du sommet arabe de Rabat reconnaissant l'OLP comme "seul représentant légitime du peuple palestinien" - la moitié des députés du Parlement jordanien sont, en effet, des représentants de la Cisjordanie, élus en avril 1967, peu avant l'invasion israélienne, et dont le statut n'avait plus lieu d'être depuis la décision du sommet arabe. Puis en avril 1985, consécutivement à la conclusion de son accord avec Arafat, Hussein mettait sur pied, à Amman, une nouvelle équipe ministérielle comprenant, pour la première fois depuis 1974, onze ministres palestiniens dont la plupart sont originaires de Cisjordanie.

Le retour des travaillistes sionistes au gouvernement israélien, en septembre 1984, à la suite des élections parlementaires de juillet, allait rendre possible l'exécution du second volet de la politique visant à préparer une nouvelle mainmise de la Jordanie sur la Cisjordanie. En effet, le plan Reagan - s'il ne pouvait que satisfaire Hussein - était également en harmonie avec une des options principales du bloc travailliste sioniste : le fameux "plan Allon" (du nom de son concepteur, Ygal Allon, ex-ministre et ténor du bloc travailliste, décédé en 1978), prévoyant une restitution partielle (2/3) de la Cisjordanie à la souveraineté jordanienne, avec le maintien d'un dispositif d'implantations sionistes, le long du Jourdain notamment, pour "garantir la sécurité d'Israël". C'est dans cette optique-là que Hussein avait en-

LES ORGANISATIONS PALESTINIENNES

FATAH (Mouvement de Libération nationale palestinienne) : la plus importante des organisations palestiniennes, dirigée par Yasser Arafat, financée principalement par l'Arabie Saoudite.

FATAH-CR (Conseil Révolutionnaire) : scission du Fatah en 1974, organisation terroriste ultra-nationaliste, dirigée par Abou Nidal, aujourd'hui financée par la Libye.

FATAH-dissidence : scission du Fatah en 1983, organisation nationaliste radicale, dirigée par Abou Moussa, liée à la Syrie.

FPLP (Front Populaire pour la Libération de la Palestine) : organisation nationaliste dirigée par Georges Habache, entretenant des rapports avec la Syrie, la Libye et l'URSS.

FPLP-CG (Commandement Général) : scission du FPLP en 1968, groupe nationaliste dirigée par Ahmed Jibril, lié à la Libye et à la Syrie.

FDLP (Front Démocratique pour la Libération de la Palestine) : scission du FPLP en 1969, organisation stalinienne dirigée par Nayef Hawatmeh, liée à l'URSS.

FLP (Front de Libération palestinienne) : scission du FPLP-CG en 1976, a scissionné à son tour en 1984, en deux groupuscules : celui que dirige Talaat Yacoub, aligné sur le FPLP, et celui que dirige Aboul Abbas, lié à l'Irak.

FLPP (Front de la Lutte Populaire Palestinienne) : groupuscule nationaliste, lié à la Syrie et à la Libye.

SAIKA : branche palestinienne armée du parti Baas au pouvoir en Syrie.

FLA (Front de Libération Arabe) : branche palestinienne groupusculaire du parti Baas au pouvoir en Irak.

PCP (Parti Communiste Palestinien) : ex-section de Cisjordanie du PC jordanien, organisation stalinienne classique alignée sur Moscou.

(Pour une analyse de l'évolution historique de l'OLP, voir le rapport adopté par le Secrétariat Unifié de la Quatrième Internationale en juin 1986, et publié dans la revue *Quatrième Internationale*, numéro 21 de septembre 1986). ■

tretenue des rapports constants - connus de tous, bien que secrets - avec les travaillistes israéliens. De retour au pouvoir, ceux-ci vont collaborer étroitement avec leur vieux compère : le pendant indispensable des mesures décidées à Amman étant de renforcer le leadership des pro-jordanien en Cisjordanie même, Pères nommera, en novembre 1985, à la tête de la plus importante municipalité de Cisjordanie - celle de la ville de Naplouse - le président de la chambre de commerce locale, Zafer Al-Masri, neveu du vice-président du Sénat jordanien et oncle du ministre des affaires étrangères du royaume. Zafer Al-Masri sera assassiné, en mars 1986, par le FPLP, ce qui n'empêchera pas Pères de revenir à la charge en désignant trois nouveaux maires en Cisjordanie, en novembre. En même temps, Amman entreprend - de concert avec ses compères travaillistes - de réactiver l'intégration économique de la Cisjordanie au royaume jordanien : réouverture, avec autorisation israélienne, d'un établissement bancaire arabe (jordano-égyptien) en

Cisjordanie ; reprise du versement par Amman des salaires de fonctionnaires employés en Cisjordanie sous tutelle israélienne ; et surtout, lancement d'un plan quinquennal jordanien de développement pour la Cisjordanie et Gaza (c'est la première fois qu'Amman s'occupe directement et unilatéralement du secteur de Gaza, qui était sous tutelle égyptienne jusqu'en 1967). Pour le financement de ce dernier plan, Amman lancera des appels pressants aux puissances impérialistes, Etats-Unis en tête, et aux monarchies pétrolières arabes, sans rencontrer, il est vrai, un accueil enthousiaste. Entretemps, Hussein - jugeant que la "couverture" de l'OLP ne lui était plus indispensable, voire même devenait une entrave au développement de ses rapports avec les dirigeants sionistes, qui opposent leur veto absolu à tout contact avec l'organisation - s'en débarrassera de manière tout à fait méprisante. Son prétexte sera bien trouvé : dès son accord conclu avec Arafat, Hussein sommerà ce dernier de remplir la dernière condition requise pour que devienne possible le con-



L'accolade Hussein-Arafat... (DR)

tact officiel entre l'OLP et l'administration américaine, ainsi que la participation de représentants désignés par l'OLP à des négociations avec Israël dans le cadre d'une conférence internationale. En d'autres termes, Hussein sommera Arafat d'abattre sa dernière et unique carte : l'acceptation officielle et sans ambages par l'OLP de la résolution 242 (novembre 1967) du Conseil de sécurité de l'ONU - reconnaissant le droit de l'Etat d'Israël à "vivre en paix", sans aucune mention du droit des Palestiniens à l'autodétermination, même partielle - avec le corollaire de cette acceptation : la renonciation officielle de l'OLP à la lutte armée anti-sioniste. Or le voudrait-il, Arafat trouverait une immense difficulté à justifier cette ultime concession devant son propre mouvement, en l'absence de la garantie formelle de contreparties américaine et israélienne, que ni Hussein, ni les alliés saoudiens et égyptiens, n'ont été jusqu'ici en mesure d'apporter. Ainsi, accusant la direction rechignante de l'OLP de "tergiverser", Hussein décida unilatéralement, le 19 février 1986, la "suspension" de l'accord qu'il avait conclu avec Arafat un an auparavant. Ce sera le prélude à une série de mesures hostiles à l'organisation palestinienne, dont les plus importantes seront : en avril, la "scission" d'une fraction du Fatah, dirigée par l'un de ses chefs les plus pourris, Aboul Zaïm (Atallah Atallah), passé à la solde d'Amman ; puis en juillet, la fermeture des bureaux du Fatah loyaliste en Jordanie. Parallèlement, les négociations entre Hussein, Pérès et l'administration américaine progresseront vers la définition du cadre d'un règlement séparé jordano-israélien, sans l'OLP, s'ajoutant au règlement égypto-israélien.

Devant ce fiasco retentissant de l'option jordannienne d'Arafat, les "centristes" de la direction de l'OLP qui ont maintenu des rapports avec Moscou - notamment Abou Lotf (Farouk Kaddoumi) et

Abou Iyad (Salah Khalaf) - préconiseront une rupture claire et franche avec cette ligne désastreuse et le retour à une politique plus équilibrée, rendant à l'OLP sa marge de manœuvre traditionnelle. Les "Saoudiens" de la direction palestinienne - notamment Arafat lui-même et son alter ego, Abou Jihad (Khalil Al-Wazir) - tenteront néanmoins de se cramponner à l'option jordannienne, avec l'espoir que les pressions combinées de l'Arabie Saoudite, de l'Irak et de l'Egypte, tous trois alliés communs de l'OLP et de la Jordanie, finiraient par convaincre cette dernière de revenir à de meilleurs sentiments. De même que la bataille de Tripoli, en 1983, avait fourni à Arafat les conditions politiques et psychologiques qui lui permirent de franchir le Rubicon vers la rencontre avec Moubarak, le leader de l'OLP cherchera dans la tournure dramatique prise par la guerre des camps au Liban, à la fin de 1986 et au début de 1987, l'occasion de compenser moralement sa déconfiture politique. La mobilisation des Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza en solidarité avec les camps au Liban sera, pour Arafat, une démonstration de force dont il escomptera qu'elle convainque Hussein de la nécessité de composer avec lui.

Autrement dit, avant de voir dans la solidarité combattante de toutes les fractions palestiniennes dans les camps du Liban, face au mouvement Amal, l'occasion d'une réconciliation politique inter-palestinienne, Arafat y verra d'abord l'occasion d'une réconciliation avec Hussein! Il rencontrera ce dernier pendant le sommet islamique de Koweït, fin janvier, et annoncera urbi et orbi que le roi et lui-même ont convenu de "tourner la page et d'ouvrir un nouveau dialogue à tous les niveaux". En fait, la seule concession de Hussein, sur insistance des dirigeants saoudiens, fut de permettre à Abou Jihad de se rendre à la mi-février à Amman (dont il avait été ex-

pulsé quelques mois auparavant) pour une réunion du comité mixte jordano-palestinien gérant l'aide des pays arabes à la Cisjordanie et à Gaza. Cette réunion fut l'occasion pour le compagnon d'Arafat de constater que l'attitude jordannienne était restée inchangée sur le fond. Les deux hommes durent se rendre à l'évidence : ils n'avaient plus d'autre choix que de faire machine arrière par rapport à leur politique des quatre dernières années.

Laissons à George Habache le soin de tirer le bilan de cette politique, en réponse à la question d'un journaliste koweïtien :

"Oui, l'après-Beyrouth, ce grave tournant dans l'expérience de la révolution palestinienne, a abouti à ce que les "modérés" accentuent leur "modération". Tel a senti qu'il ne restait devant lui que la voie américaine et a manifesté un dépit notoire quant à la possibilité de continuer à poursuivre l'objectif de l'indépendance nationale. Mais quel a été le résultat ? Est-ce que cette option s'est avérée correcte ? Qu'ont obtenu ceux qui ont misé dessus ? Ont-ils réellement réussi à sauver quelque chose après quatre ans d'essai et d'expérimentation ? Ont-ils pu éviter de nouveaux massacres encore plus vastes ?

La réponse à ces questions et interrogations ne relève plus de suppositions et de prévisions, comme c'était le cas juste après la sortie de Beyrouth, car nous sommes aujourd'hui en présence du résultat d'une expérience de plusieurs années, et nous pouvons tirer le bilan nécessaire. Le résultat effectif de cette politique a été seulement davantage de déchirements internes palestiniens et de tension dans les rapports palestino-arabes patriotiques et palestino-internationaux, davantage de concessions gratuites qui n'ont pas satisfait, malgré leur énormité, les cercles impérialistes et sionistes. Le résultat a été l'éviction de la direction de l'OLP de Jordanie, l'affaire Aboul Zaïm, le plan de développement et le partage jordano-israélien des rôles. Qu'a-t-il pu être sauvé, et qui a profité de cette politique, nous-mêmes ou les ennemis de notre cause ?

"Et quels massacres ont-ils pu être évités grâce à cette politique ? La liquidation physique du peuple et de la révolution a-t-elle cessé, ou bien nos problèmes se sont-ils aggravés au Liban, où nous faisons face à une guerre d'extermination, tandis que les rapports de la direction de l'OLP avec la plupart des parties libanaises sont tendus ? La liquidation physique a-t-elle pu être évitée, ou bien s'est-elle étendue jusqu'aux locaux palestiniens en Tunisie même ?" (Al-Qabas du 17 avril 1987).

Les inconditionnels de la direction de l'OLP méditeront ce bilan. ■

AFRIQUE DU SUD Poussée électorale de l'extrême droite

A l'issue des élections du 6 mai réservées à l'électorat blanc (voir Inprecor numéro 241 du 28 avril 1987) le Parti national de P.W. Botha, au pouvoir depuis 1948 a conservé comme prévu la majorité des sièges au Parlement en accroissant même le nombre de ses sièges. En terme de voix exprimées le Parti majoritaire perd cependant un peu de son assise en passant de 56% à 53% par rapport aux élections de 1981.

Le Parti fédéral progressiste (PFP), de tendance libérale, n'a donc toujours pas réussi à sortir du ghetto "anglophone". Il perd cinq points à ces élections, passant de 19% à 14%, et recule même dans sa région de prédilection, le Natal. Un autre petit parti libéral, le Parti de la nouvelle république (NRP) voit même son principal dirigeant battu. De toute évidence une partie de l'électorat favorable à des réformes ne fait pas confiance au PFP et préfère croire aux projets de Botha. L'apparition de candidats indépendants, provenant du Parti national et favorable eux aussi aux réformes, n'a visiblement pas créé une dynamique qui puisse être capitalisée par le PFP.

A l'extrême-droite le Parti conservateur (CP) se permet de totaliser 30% des voix et de faire sombrer son rival le HNP qui avait tergiversé pour finalement refuser un pacte d'alliance. Le grand vainqueur de ces élections est donc Andries Treurnicht, leader du CP.

Les leçons de ces élections ne pourront être tirées que peu à peu. Il se confirme que Botha ne peut convaincre les électeurs ultras dès lors qu'il s'engage dans la moindre réforme. La crise économique frappe maintenant une partie des travailleurs Blancs. Les fermetures dans la métallurgie ont mis dehors 20 000 ouvriers blancs. Le pouvoir d'achat baisse. Une bonne partie de cet électorat vote à l'extrême-droite, comme un acte d'auto-défense face aux menaces des Noirs sur le marché du travail. Le leader du syndicat des mineurs blancs, Arrie Paulus était notamment candidat pour le Parti conservateur. La peur du petit Blanc, accroché à son statut et à sa fonction, tel est le sens de ce vote. Ceci n'arrêtera pas la crise du Parti national. Il y aura encore des ruptures de la part de ceux qui veulent ré-

former et négocier tant qu'il en est encore temps. Il y aura encore des électeurs de Botha qui voteront pour l'extrême-droite dans l'espoir de repousser un peu les échéances.

La perspective n'est toujours pas atteinte d'une opposition, extrême-droite et libérale, regroupant 84 sièges, chiffre magique qui empêcherait une majorité pour le PN. La stabilité gouvernementale demeurera donc.

Pendant que les Blancs allaient voter, l'Afrique du Sud noire était en grève. Le bilan positif de ce "boycott" des sans-droit, constitue une manière supplémentaire de rappeler que ce jour-là les racistes jouaient à la démocratie au milieu d'un champ de bataille. ■

NICARAGUA Ernesto Cardenal honoré

Ernesto Cardenal, poète, prêtre et ministre de la Culture du Nicaragua, a reçu le 30 avril 1987 un doctorat honoris causa de l'université de Valence dans l'Etat espagnol. Dans son discours d'acceptation, Cardenal faisait remarquer qu'on lui avait déjà proposé un doctorat honoris causa au Chili sous le régime d'Unité populaire de Salvador Allende, au début des années 1970, mais qu'à cette époque-là il l'avait refusé parce qu'il "ne représentait personne". Aujourd'hui, dit-il, "j'ai accepté cet honneur pas pour moi mais pour le peuple du Nicaragua, qui le mérite".

Cardenal poursuit en expliquant que la démocratisation de la culture fut un des principaux objectifs du régime sandiniste et en faisant remarquer que le Nicaragua avait connu une véritable renaissance culturelle depuis le triomphe de la révolution en 1979. Il notait également le rôle joué dans la révolution par des chrétiens, en soulignant qu'il n'y avait "aucun conflit entre christianisme et révolution".

Le dirigeant sandiniste a ensuite déclaré : "C'est cela, la révolution que la plus grande puissance économique du monde s'efforce de détruire, a juré de détruire." Le coût de cette agression US contre le Nicaragua sur les plans militaire, diplomatique, économique, idéologique et technologique "ne pourrait jamais se chiffrer". ■

SUISSE

Congrès du PSO/SAP/PSL

Le 7e Congrès du Parti ouvrier (PSO) section suisse de la IVe Internationale a eu lieu à Berne les 9 et 10 mai 1987, en présence de 150 délégués et une cinquantaine d'invités suisses et étrangers. A l'ordre du jour du congrès, il y avait deux grands débats. Le premier a centré sur le projet de thèses présentés par le comité central sortant, et dont l'axe essentiel est la nécessité de rassembler les forces vives mais diversifiées qui se situent hors du "consensus helvétique", au travers de la construction d'une force politique nationale, unitaire, pluraliste et capable d'agir sur une série de terrains. Il s'agirait d'un mouvement qui serait capable d'être un pôle d'attraction pour tous ceux qui luttent contre l'austérité et les restructurations capitalistes ; sur des thèmes féministes et écologistes ; contre l'impérialisme suisse et sa politique militariste et répressif ; contre les forces xénophobes et racistes, pour soutenir le droit d'asile ; sur des thèmes internationalistes de solidarité aussi bien avec les peuples opprimés des pays dépendants qu'avec les mouvements comme Solidarité en Pologne. Ces thèses ont été largement majoritaires.

Le deuxième débat du congrès a porté sur la place et le rôle des femmes en Suisse ainsi que des tâches du PSO dans ce domaine. Au centre des débats, la question des nouvelles technologies de reproduction, sur laquelle la discussion et la réflexion vont se poursuivre sans que cela se traduise pour l'instant par des initiatives concrètes. En revanche, sur les questions de la formation des femmes et le travail de nuit et de dimanche, le PSO est déjà engagé dans une action prolongée.

Un des moments forts du congrès fut le salut apporté aux congressistes par un représentant du Front Farabundo Marti de libération national (FMLN) salvadorien. Un représentant du Secrétariat unifié (SU) de la IVe Internationale a également pris la parole. A quelques mois des élections législatives prévues pour l'automne 1987 et qui risque de bousculer quelque peu le paysage politique tranquille de la Suisse, suite à la progression des forces vertes et alternatives dans une série d'élections cantonales et municipales, le PSO à son congrès a donné l'image d'un parti ouvert et efficace, capable de discuter et d'agir. ■